

RÉSEAUX CONSERVATEURS ET NOUVELLE DOCTRINE AMÉRICAINE DE SÉCURITÉ

PAR

BERNARD SIONNEAU (*)

Quels sont les liens entre l'interne et l'externe (1)? Dans les processus de décision et l'élaboration des stratégies des grands systèmes organisationnels, dont on connaît la structure complexe, quelle est la part de l'Etat en tant qu'entité relativement homogène et quelle est celle de réseaux porteurs de puissants intérêts privés? Qui a la capacité de prendre des décisions considérées par la légitimation démocratique comme représentant « l'intérêt général », dont les effets affectent de façon parfois irréversible les administrations qui en sont la source et le contexte? Quels sont les enjeux et les intérêts identifiables à l'origine de ces décisions? Quelles sont les conséquences de ces décisions en termes de sécurité pour les pays, les sociétés et, par ricochet, pour le système des relations internationales, c'est-à-dire pour la planète? De telles questions relèvent à la fois de la sociologie politique, à travers l'analyse des réseaux de politiques publiques, des mécanismes de pouvoir et d'influence et de leurs effets sur les territoires, de celle des élites et des choix publics, mais tout autant de la sociologie politique externe quand les décisions considérées déterminent les relations interétatiques, les relations transnationales ou les relations internationales (bien différenciées par Raymond Aron) (2).

Nous tenterons de conjuguer brièvement ici les dimensions inséparables de l'interne et de l'externe à travers une étude de cas portant sur le poids des réseaux conservateurs et néo-conservateurs américains en relation avec le complexe militaro-industriel (Pentagone et industrie de la défense), sur la politique de sécurité de l'Administration G.W. Bush. Ces réseaux ont porté le nouveau Président dans ses fonctions. Ils ont orienté également sa politique de défense antimissiles, élément clef de la nouvelle doctrine stratégique

(*) Professeur à « Bordeaux École de Management » et chercheur au Centre d'Analyse Politique Comparée, de Géostratégie et de Relations Internationales (CAPCGRI) de l'Université Bordeaux IV – Montesquieu.

Nota bene : pour faciliter les recherches ultérieures (dans les revues américaines ou sur l'Internet) de lecteurs intéressés par le sujet, l'auteur a laissé en anglais les titres des personnes mentionnées ainsi que les concepts essentiels.

(1) Les liens entre l'interne et l'externe, qui forment système, doivent être perçus en Science politique de façon réciproque et non unilatérale. Cf. Aristide R. ZOLBERG, « L'influence des facteurs 'externes' sur l'ordre politique interne », *Traité de Science politique*, t. 1, PUF, Paris, 1985.

(2) Cf. Raymond ARON, *Leçons sur l'histoire*, De Fallois/Le Livre de Poche, Paris, 1989, pp. 337-338.

des Etats-Unis. Qui compose ces réseaux ? Leur doctrine, portée par une idéologie combative forgée bien avant le 11 septembre 2001, devenue celle de l'Etat américain, est-elle continue ou profondément différente de celle des administrations antérieures ?

LES ORIGINES LOINTAINES DE LA DOCTRINE
« LA PAIX PAR LA FORCE »

On peut situer dans les premières années de la Guerre froide l'origine intellectuelle et sociale du « réseau de réseaux » auquel appartiennent l'actuel Secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld et le vice-Président Richard (Dick) Cheney. Ce réseau rassemble les partisans d'une ligne dure unilatérale pour la superpuissance américaine, hostile à tout traité de réduction des armes stratégiques, qui, selon lui, ne permettrait pas aux dirigeants des Etats-Unis de négocier en position de force et d'imposer une « paix américaine » conforme aux seuls intérêts de sécurité du pays.

Bien qu'on associe souvent cette ligne politique au Parti républicain, l'adhésion aux idées et préconisations qui s'y rattachent dépasse les frontières des formations traditionnelles et réunit, sous les étiquettes « conservateurs » et « néo-conservateurs », tous ceux (des Démocrates et des Républicains) qui veulent en assurer la promotion. Le terme « faucons » (*hawks*) pour désigner les membres de ce groupe est d'autre part souvent utilisé par les commentateurs aux Etats-Unis, dans la mesure où il transcende les clivages partisans. Les stratégies d'influence que ceux-ci déploient pour parvenir à leurs fins sont d'ailleurs une spécificité, tout comme une capacité à défendre leurs thèses sans pratiquement jamais les modifier sur le temps très long. Commissions, connexions dans les plus hautes instances du gouvernement, des affaires et des milieux académiques, coalitions *ad hoc* et campagnes médiatiques qui ne s'embarrassent guère de détails lorsqu'il s'agit de convaincre le public de la justesse des arguments défendus, en sont des éléments déterminants.

C'est en fait en 1950 que s'est réuni pour la première fois, au Metropolitan Club de Washington, le Comité sur le danger présent (*Committee on the Present Danger - CPD*). Les membres de l'establishment qui en sont à l'origine le présentèrent comme un « groupe de pression citoyen » (*citizen's lobby*) dont l'objectif était d'alerter la nation sur le danger soviétique actuel (3). Ils appuyèrent leur propos sur l'analyse des faits suivants : en 1948, les Soviétiques organisent le blocus de Berlin et sont à l'origine du coup de force en

(3) Cf. Gregg HERKEN, *Counsels of War*, Alfred A. Knopf, New York, 1985. Comme l'indique Jerome Everard, le « Comité sur le danger présent » tire son nom d'une remarque attribuée à Oliver Wendell Holmes, selon laquelle « personne n'a le droit de crier au feu dans une pièce remplie de personnes, à moins qu'il n'y ait un danger réel » : O.W. HOLMES, *Arms Control Discourse : The SALT Standing Consultative Commission*, Thesis for the degree of Doctor of Philosophy of the Australian National University, janvier 1992.

Tchécoslovaquie ; en 1949, la Chine bascule dans le camp communiste et les deux pays constituent ce qui est appelé alors le « bloc sino-soviétique ». Pour faire face à ce qu'ils considèrent comme un « péril rouge » (*red scare*) et une tentative de déstabilisation de l'Occident capitaliste, les faucons du *CPD* n'envisagèrent qu'une alternative : convaincre le gouvernement Truman d'adopter la directive n° 68 du National Security Council (NSC 68) qui proposait d'engager les Etats-Unis dans un programme d'armement massif destiné à refouler l'influence communiste (*roll-back*), à atteindre et à maintenir la suprématie américaine dans le monde.

A l'époque, les Etats-Unis possédaient sur l'URSS une supériorité incontestable dans le domaine des armements nucléaires. Ils considéraient la dissuasion comme un moyen économique leur permettant de ne pas augmenter la taille des forces armées conventionnelles. Soumis au Président en février 1950, NSC 68 remit en cause cette analyse. Deux idées furent alors avancées par Paul Nitze, un ancien banquier d'affaires qui, en tant que responsable de la planification politique pour le département d'Etat (4), en était l'auteur : les Soviétiques avaient acquis la bombe atomique depuis 1949 et les forces communistes s'étaient imposées en Chine la même année. Aussi insista-t-il sur l'absolue nécessité pour les Etats-Unis d'investir plus d'argent dans la défense conventionnelle afin de pouvoir intervenir dans les situations où l'usage de la dissuasion nucléaire était inapproprié. Pour rendre ces idées incontournables, Paul Nitze décida alors, avec James Bryant Conant, Tracy Voorhees et Robert Patterson, de les faire diffuser par l'intermédiaire du Comité sur le danger présent qu'ils avaient créé. En 1951, le Comité lança une campagne de spots radiodiffusée de trois mois, par l'intermédiaire du réseau *NBC*. Elle se poursuivait chaque dimanche soir sur *Mutual Broadcasting System*. Appuyées par le déclenchement des hostilités en Corée et le durcissement de la Guerre froide, les propositions de Nitze en matière d'armements devinrent rapidement celles du gouvernement. Les initiateurs du Comité sur le danger présent, dont les idées en matière de militarisation de l'endiguement et de refoulement du communisme finirent par s'imposer dans le grand public et les cercles de la prise de décision, estimèrent alors que leurs objectifs avaient été atteints. Ils mirent un terme aux activités du Comité.

C'est donc à cette époque, et à partir de l'expérience du Comité sur le danger présent, que furent mises au point et testées les méthodes qu'utiliseront les conservateurs pour convaincre grand public et élites d'adhérer à leur vision d'un monde non communiste pacifié par la suprématie incontestable d'une Amérique « superpuissante », seule à même de dire le « bien » et le « mal » : constitution ponctuelle de groupes de pression (*advocacy groups*)

(4) Après avoir été banquier, et avant de travailler pour le Département d'État (comme *Head of Policy Planning*), Paul Henry Nitze a servi, entre 1944 et 1946, comme Vice-Chairman of The US Strategic Bombing Survey.

organisés et fonctionnant en réseaux; présence au gouvernement et au Congrès de partisans actifs leur permettant de placer des experts acquis à leurs idées dans des commissions de spécialistes sur la sécurité et la défense (5); fuites savamment organisées des travaux de ces commissions – seules les conclusions favorables à leurs thèses étant diffusées en direction des organes d'information les plus influents; propos alarmistes et toujours maximalistes (« *scénarios du pire* ») sur les questions de sécurité généreusement propagées dans les médias, suivis d'appels pressants à encourager certains programmes militaires et leur financement par des augmentations massives des budgets; financement, toujours par le même groupe, de fondations (6) et sur le très long terme, des groupes de pression, commissions, centres d'expertise (*think tanks*) et intellectuels acquis sans réserve aux causes défendues. Totalement sûres de la justesse de leurs idées concernant la place des États-Unis dans le monde et les moyens d'en assurer la sécurité et la prospérité, les analyses diffusées par ces groupes n'étaient pas destinées à ouvrir des débats, mais à les clore sur des convictions inébranlables, quitte à « habiller » parfois la réalité pour la faire rentrer dans le rang. Comme le déclara le *leader* conservateur Richard Viguerie, « *nous n'avons pas besoin de nouvelles idées, mais nous avons besoin de nouvelles techniques pour diffuser des idées vraies qui ont fait leurs preuves* » (7).

Les « conservateurs » allaient être rejoints par des « néo-conservateurs » à la faveur de plusieurs événements. Au cours de la période qui suivit la fin de la guerre du Vietnam, le public américain ne se montra pas favorable à une politique interventionniste. Et, au Congrès, de nouvelles politiques de

(5) L'une de ces premières commissions de ce type est la fameuse *Gaither Committee*, du nom de son président H. Rowan Gaither, un avocat éminent de San Francisco qui était aussi le président du directeur de l'Institut de recherche Rand. Il sera le directeur de la Fondation Ford et un membre du très conservateur *Bohemian Club* de San Francisco. La Commission Gaither est officiellement chargée en novembre 1957, soit un mois après le lancement du *spoutnik* soviétique, d'évaluer l'état général d'avancement du programme nucléaire stratégique de l'URSS et ses évolutions possibles; elle doit également situer le potentiel américain par rapport à ces données et définir un certain nombre de choix prioritaires pour les États-Unis. En réalité, les travaux de la Commission Gaither ont commencé environ un an auparavant, à une époque où les « faucons » faisaient circuler aux États-Unis des rumeurs de retard américain en matière de bombardiers stratégiques (*Bomber Gap*) et juste après que les Russes ont conduit leurs premiers essais d'un missile stratégique à longue portée. Le rapport Gaither est donc pratiquement écrit au moment de *spoutnik*. Une centaine de personnes y ont participé, dont l'incontournable Paul Nitze. Le témoignage d'Herbert York, directeur à l'époque du *Livermore Laboratory* est sur ce point intéressant (York intègre la Commission en sa qualité de directeur de *Livermore*, mais aussi pour avoir participé à la Commission Neumann sur les missiles à longue portée); il déclare, dans un entretien : « *le rapport Gaither surestimait complètement les capacités soviétiques, la nature exacte de leurs forces et la façon dont les États-Unis devaient répondre. Moi et tous ceux qui étaient impliqués faisons du mieux que nous pouvions avec les informations dont nous disposions, mais la plupart d'entre nous n'étaient pas préparés à ce type d'exercice... Quelques individus comme Nitze avaient plus d'expérience... Mais au final, il y avait peu d'expertise réelle sur la question de savoir ce que les Russes étaient en train de faire et sur ce que la réponse américaine devait être. C'était [le rapport Gaither] une étude rapide, effectuée par un nombre important de gens brillants. Mais le jugement d'Eisenhower comme quoi ses conclusions étaient exagérées était dans le vrai* » (« Interview with Herbert York », *Episode 8 Spoutnik*, The National Security Archive, 15 novembre 1998).

(6) Il s'agit des fondations Koch (Charles G. Koch, David H. Koch, Claude R. Lambe), John M. Olin, Lynde and Harry Bradley, des fondations de la famille Scaife (Sarah Scaife, Carthage et Allegheny), des fondations Adolph Coors, Smith Richardson, Phillip M. McKenna, Henry Salvatori et Earhart.

(7) Cité par David CALLAHAN, « One Billion Dollars for Ideas : Conservative Think Tanks in the 1990 s », *A Report of The National Committee for Responsive Philanthropy*, mars 1999, p. 9.

contrôle des armements témoignèrent d'une attitude plus conciliante dans les relations Est-Ouest. Ces évolutions se trouvaient en opposition complète avec la vision bipolaire et manichéenne du monde toujours soutenue par les membres fondateurs de l'ancien Comité sur le danger présent.

Sous la conduite d'Eugene V. Rostow et de Paul Nitze, ces derniers redonnèrent vie au Comité. Dès 1975, des conversations eurent eu lieu entre plusieurs membres éminents d'un groupe de « faucons » qui voulaient en finir avec la Détente. En supplément des deux premiers susmentionnés, ils se nommaient Henry Fowler, Max Kampelman, Charles Walker, Richard Allen, Lane Kirkland et Elmo Zumwalt. Ils rencontrèrent également le Secrétaire à la Défense d'alors, James Schlesinger, et décidèrent, lors d'une réunion au *Metropolitan Club* de Washington (lieu de naissance du premier CPD) de mettre sur pied une organisation destinée à « *permettre la tenue d'un débat national sur les questions de sécurité afin que les Etats-Unis puissent connaître une paix sûre* ». La réunion, présidée par Eugene V. Rostow, fut consacrée à la préparation d'un document fondateur, destiné à expliquer la raison d'être de l'organisation qui allait reprendre le nom de Comité sur le danger présent. Il faudra une dizaine de réunions et près de treize moutures avant que le document, intitulé « Le Sens commun et le Danger commun » (*Common Sense and the Common Danger*) soit communiqué au public (le 11 novembre 1976). C'est au National Press Club de Washington que la présentation officielle en fut faite, marquant de même le lancement des activités du Comité (« bis ») sur le danger présent (CPD II). Le tout se produisit deux jours après l'élection du Démocrate Jimmy Carter à la présidence des Etats-Unis. La machine à torpiller les accords stratégiques et la Détente se mettait en place. De fait, elle avait déjà été amorcée pendant l'été 1976, lorsque Gerald Ford et son directeur de la CIA d'alors, George W. Bush, approuvaient l'idée de voir une équipe de spécialistes externes au gouvernement (*Team B*) avoir accès aux informations classées des services secrets pour évaluer le potentiel stratégique de l'Union soviétique. Précisons ici que des membres de cette commission parallèle formée en mai 1976, à savoir Paul Nitze, Richard Pipes, Daniel O. Graham, William Van Cleave et Paul Wolfowitz, seront membres du CPD II.

Le second CPD-CPD II, comme les spécialistes appellent la structure rénovée, bénéficia du support d'un élément essentiel : la création d'une Coalition pour une majorité démocrate (*Coalition for a Democratic Majority*, CDM). On observe que treize des dix-huit membres de la cellule de politique internationale de CDM emmenés par Eugene V. Rostow rejoignirent d'ailleurs le CPD II, parmi lesquels Jeane Kirkpatrick, Leon Keyserling, Max Kampelman, Richard Shifter et John P. Roche. Formée en 1972 par des partisans d'une ligne dure antisoviétique au Sénat, conduite par Henry « Scoop » Jackson, la Coalition pour une majorité démocrate était composée de « Démocrates conservateurs » pour lesquels le communisme symbolisait

un mal absolu que les États-Unis avaient un devoir moral d'éradiquer afin de parvenir à répandre la démocratie partout dans le monde. La Coalition prôna ainsi la suprématie militaire des États-Unis et introduisit le concept de « *paix par la force* » (8). Elle fut appuyée par un ensemble d'associations ultra-conservatrices (American Security Council (9), Committee on the Present Danger II, Coalition for Peace Through Strength (10), *etc.*), qui appelaient le gouvernement américain à renoncer, de façon unilatérale, à tous les traités sur la limitation et le contrôle des armements, et à se doter des moyens militaires les plus sophistiqués (en particulier des dernières technologies) pour mettre en échec ce que leurs membres percevaient comme une tentative de domination mondiale de la part de l'URSS. Les adhérents de la Coalition pour une majorité démocrate étaient en majorité des juifs new-yorkais, des intellectuels libéraux (de gauche aux États-Unis) abhorrant l'Union soviétique qu'ils associaient au totalitarisme le plus extrême, ainsi que les concessions que l'Amérique semblait faire à ses dirigeants à travers la politique de Détente et les négociations sur la limitation des armes nucléaires. Décidés à remettre l'interventionnisme à l'ordre du jour et professant un soutien sans faille à l'État d'Israël et aux factions dures du Likoud qu'ils présentaient comme « l'avant-garde » de la lutte contre l'URSS au Moyen-Orient, ils allaient s'engager aux côtés de ceux des Républicains conservateurs partageant les mêmes idées (11) dans une croisade pour « *sauver la politique étrangère américaine* ». Sous l'étiquette « *néo-conservateurs* », et autour des revues *Commentary*, *The National Interest* et *The Public Interest*, leurs principaux chefs de file qui avaient pour nom Norman Podhoretz,

(8) « Group Watch : Coalition for a Democratic Majority », *The Public Eye*, Political Research Associates, septembre 1989.

(9) Créée par le général en retraite Robert Wood, président de la société Sears, Roebuck & Co avec l'aide de Robert R. McCormick du *Chicago Tribune*, l'organisation démarre en fait ses activités en 1955 sous l'appellation de « *Mid-America Research Library* ». Les soutiens financiers de l'opération sont, à l'époque, l'entreprise Sears, avec Motorola Corp. et Marshall Field and Company. Robert Wood décide de fonder ce projet à partir d'une analyse : les États-Unis ont perdu la guerre de Corée en raison de soutiens communistes sur le sol américain. Pour combattre leurs activités, il met sur pied la « *Mid-America Research Library* », dont la finalité sera de réunir des dossiers sur tous les individus soupçonnés de sympathies communistes, susceptibles de rechercher du travail dans le secteur privé. Au plus fort de ses activités, la *Library* compte quelque 3 500 entreprises parmi ses clients et met en fiches plus de 6 millions de personnes. Elle coopère avec le *House Un-American Activities Committee*, le FBI, l'*Immigration and Naturalization Service*, et le *Treasury Department*. Cf. « Group Watch : American Security Council », *The Public Eye*, Research Associates, 1989.

(10) Le brigadier général Daniel O. Graham dirige cette « coalition ». Conseiller militaire des campagnes de Ronald Reagan, ancien directeur de la CIA et de la DIA, futur homme clef de l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) et soutien actif au concept de « *paix par la force* », il s'engagera sur tous les « fronts » par rapport à cette idée. La *Coalition for Peace Through Strength*, dont il est responsable, a été mise sur pied par le « Conseil de Sécurité Américain » (*American Security Council*), une officine créée en 1956 pour repérer les sympathisants communistes susceptibles d'infiltrer l'économie américaine. Au fil du temps, elle élargira ses activités aux questions de sécurité internationale et de stratégie nucléaire. Pour la seule année 1976, en sus de sa participation à l'équipe « B » et aux associations précitées, Graham sera également partie prenante du Comité « bis » sur le danger présent et à l'origine d'une Coalition d'urgence contre le désarmement unilatéral (*Emergency Coalition Against Unilateral Disarmament*). Abrisée, comme le Comité sur le danger présent, dans les locaux de la Coalition pour une majorité démocrate, cette « Coalition d'urgence » réussira à faire renoncer le Président Carter à nommer Paul C. Warnke comme Secrétaire à la Défense et obligera ce dernier à quitter son poste de directeur de l'*Arms Control and Disarmament Agency (ACDA)*.

(11) Il est à préciser que de nombreux Républicains conservateurs sont plutôt isolationnistes et hostiles à des budgets militaires en expansion, synonymes de dépenses publiques en hausse.

Irving Kristol, Midge Decter, Jeane Kirkpatrick et Walter Laqueur (12), jetèrent toutes leurs forces dans cette entreprise en s'appuyant sur une croyance commune : les mots et les idées comptent ; leur utilisation a des conséquences et il faut donc les considérer de façon sérieuse (13).

Si l'Administration Carter n'accorda, lors de sa prise de fonctions, que peu d'attention aux revendications des « conservateurs » et « néo-conservateurs », ces derniers parvinrent néanmoins à lui imposer certaines de leurs priorités. L'une des victoires politiques majeures que leurs associations remportèrent à l'époque contre la détente concerna le Traité SALT II. Pour y parvenir, elles dépensèrent ensemble plus de 6 millions de dollars dans une campagne nationale destinée à l'éradiquer. Environ 15 millions de documents distribués par courrier furent envoyés et 150 orateurs se virent mobilisés sur le sujet dans tout le pays. Des films furent également tournés. L'un d'entre eux, réalisé par l'American Security Council (ASC) pour la Coalition for Peace Through Strength (CPTS) s'intitula « SALT Syndrome ». Il fut diffusé sur les ondes plus de mille fois (14). Les 191 membres du Congrès qui étaient membres à l'époque de CPTS en 1979 n'hésitèrent pas quant à eux à se prononcer en faveur de la supériorité militaire des États-Unis sur l'Union soviétique, en violation flagrante de leurs obligations de réserve par rapport au Traité SALT II qui était examiné par le Congrès à l'époque (15). Dans cette campagne – et division du travail oblige – CPD II s'affirma très vite comme étant l'association la mieux organisée et la plus capable de faire entendre ses arguments auprès des milieux « autorisés » ; se présentant comme une entité au service de l'éducation du public (*public education group*), elle parvint à ouvrir le débat sur l'opportunité ou non d'une ratification dudit Traité, bien avant que l'Administration Carter n'ait pu le faire. Tout au long de l'année 1977, et à partir des travaux de certains de ses membres au sein d'une équipe d'experts chargés d'évaluer le potentiel des forces stratégiques de l'URSS (*Team « B »*) (16)), les responsables de CPD II

(12) Norman Podhoretz, ancien trotskyste, membre du *Council on Foreign Relations* et du chapitre du très influent *New York American Jewish Committee*, est à l'origine du magazine *Commentary* ; Irving Kristol, ancien trotskyste, vétéran de l'*American Committee for Cultural Freedom*, fondateur de National Affairs Inc. édite *The National Interest* et *The Public Interest* ; Midge Decter est l'épouse de Norman Podhoretz et une personnalité à part entière des médias, mais aussi la mère de John Podhoretz, qui a été l'un des assistants à l'édition du *Weekly Standard*, un titre qui est la propriété du milliardaire américain Rupert Murdoch et dont William Kristol (le fils d'Irving) est l'éditeur. Cf. Michael Collins PIPER, « Trying to subvert the war on terrorism », *American Free Press*, 2002 ; « La galerie des portraits du mouvement et un exposé détaillé de leurs objectifs et motivations », *Neoconservatism Online*, sur le site Internet <http://www.homestead.com/neoconservatism/indexns4.html>.

(13) John Ehrman, *The Rise of Neoconservatism : Intellectuals and Foreign Affairs, 1945-1994*, Yale University Press, 1995.

(14) Amanda SPAKE, « Time to talk back to your TV set », *Mother Jones*, juin 1981.

(15) Jerry W. SANDERS, *Peddlers of Crisis : The Committee on The Present Danger and The Politics of Containment*, South End Press, Boston, 1983.

(16) Très vite, après l'installation de l'équipe Ford à la Maison-Blanche, les conseillers du Président en matière de renseignement (*President's Foreign Intelligence Advisory Board – PFIAB*) réclamèrent une étude approfondie et indépendante de celle des services de renseignement américains sur les forces et les objectifs nucléaires de l'Union soviétique. Parmi eux figurent John Foster, Clare Booth Luce, John Connally, William Casey (directeur de la CIA sous Reagan) et Edward Teller (l'un des futurs inspirateurs de l'Initiative de

mirent au point une série d'interventions publiques sur la puissance militaire soviétique. Ils débutèrent par des entretiens distillés savamment auprès des rédacteurs en chef des publications les plus influentes. Puis s'opéra une montée en puissance. L'un des vecteurs d'accroche en fut les séminaires de type académique que Paul Nitze organisa à l'intention d'une poignée de journalistes de Washington, spécialistes des questions de sécurité nationale. Comme leurs écrits alimentaient ceux des supports d'information nationaux, les thèses de CPD firent tache d'huile. Portées par une offensive médiatique tous azimuts, à la fin de l'année 1978, on les présenta comme celles de l'opinion publique. Un sondage, organisé par CPD II en mars 1979, fut ainsi utilisé pour confirmer la tendance d'une opposition générale à la ratification. Cette réalité poussa Eugene Rostow, l'un de ses principaux animateurs à déclarer quelque dix ans plus tard : « *nous en avions fini avec SALT II dès la deuxième quinzaine du mois d'août [1979]* » (17). Le résultat confirma la capacité des associations conservatrices et du CPD « bis » à toucher un public large grâce à l'organisation d'actions concertées particulièrement efficaces. Entre 1976, date de réactivation du CPD et la fin du mois de décembre 1979, les troupes de cette association distribuèrent plus de 200 000 copies de leurs pamphlets et rapports, les membres du comité exécutif et du comité directeur de cette association participèrent à 479 émissions de radio et de télévision, à de multiples conférences de presse, des débats et des réunions publiques. Au cours des auditions organisées par le Sénat sur SALT II, ils eurent l'occasion de témoigner à dix-sept occasions différentes devant les très influentes Armed Services Committee et Foreign Relations Committee (18).

Le climat international de l'époque, associé à la faculté des réseaux conservateurs à en tirer profit, joua également un rôle important dans la légitimation de leurs thèses sur la vulnérabilité des positions américaines et les responsabilités de l'Administration Carter par rapport à cette situation : découverte d'une brigade de combat soviétique à Cuba, prise de l'ambassade américaine à Téhéran début novembre 1979 et, parachevant le tout, invasion soviétique de l'Afghanistan la même année. Signés par Carter et Brejnev le 18 juin 1979 à Vienne, les accords SALT II ne furent pas ratifiés par le Sénat des États-Unis. A la fin des années 1970, « conservateurs » et « néo-conservateurs » obtinrent ce qu'ils voulaient : en sus de la non-ratification

Défense Stratégique). Tous estimèrent que les rapports préparés par la CIA et les services de renseignement sur la question (*National Intelligence Estimates*) sous-évaluaient le potentiel stratégique de la superpuissance communiste. Ford autorisa alors, en mai 1976, la formation d'une commission parallèle d'analyse, la fameuse « équipe B » (*Team B*). Nombre de personnalités de l'équipe « B » étaient déjà impliquées dans des associations ultra-conservatrices militant contre la Détente. Le document qu'ils remirent à l'issue de leurs travaux (*Pipes Report*) servit de référence pour rédiger la profession de foi à l'origine du CPD II. L'équipe « B » obtint d'installer son quartier général dans les bureaux de la Coalition pour une majorité démocrate.

(17) Eugene ROSTOW (interview avec DAN CALDWELL), « The SALT II Treaty Ratification Debate », *International Studies Association*, 31st Annual Convention, 10-14 avril 1990, p. 3, cité in Jerome Leo EVERARD, *Arms Control Discourse : The SALT Standing Consultative Commission*, chapitre 4, *op. cit.*

(18) Jerome Leo EVERARD, *op. cit.*

de SALT II, les principales conclusions de l'« équipe Pipes » (*Team « B »*), relayées par CPD II, furent rendues publiques à de très nombreuses reprises et laissèrent une impression durable. « *Fenêtre de vulnérabilité* » et déclarations sur la « *supériorité soviétique* » permettaient de justifier le programme d'armement massif qui débuta à la fin de l'Administration Carter et atteignit son apogée au cours des deux Administrations Reagan. L'Amérique s'embarqua alors dans un effort sans précédent qui fit passer le pays d'une situation de plus important créancier mondial à celle de plus important débiteur, et cela, dans le seul but d'acquiescer des armes pour se protéger contre un pays qui s'effondrerait déjà (19).

Le 4 novembre 1980, le candidat républicain Ronald Reagan remporta largement la victoire contre le Président démocrate sortant, Jimmy Carter. Par la même occasion, la vision du monde des organisations conservatrices dont Reagan était membre (Committee for the Present Danger, American Security Council) devint celle de la nouvelle Administration. Ce ne furent pas moins d'une trentaine de personnalités appartenant au CPD « bis » qui

(19) Contrairement à ce que les conservateurs affirment, leurs experts se sont trompés dans leurs évaluations de la puissance soviétique (comme ils l'avaient fait auparavant dans *NSC 68* et pour la Commission Gaither). Pour Anne Hessing Cahn, qui obtint en octobre 1992 de consulter les archives de l'équipe « B » (après de multiples démarches administratives entreprises dès 1989, dont un recours en justice), les failles de la démarche sont évidentes : « *les rapports de l'équipe B rappellent la virulence et l'engagement militant des conservateurs dans les années 1970* ». Le biais idéologique l'emporte largement sur la démarche scientifique et conduit à surestimer de façon systématique les capacités de l'adversaire. L'un des exemples est celui des estimations relatives aux dépenses militaires soviétiques. C'est l'un des sujets favoris du général Daniel O. Graham, une personnalité de l'équipe « B » et de *CPD II*. Au cours des débats d'experts, lui et ses collègues accusèrent les analystes de la CIA de sous-évaluer le niveau des dépenses militaires de l'URSS. Un document secret, subtilisé à l'époque aux Soviétiques, indiquait en effet un niveau de dépenses militaires russes de l'ordre de 113 % du PNB, à la place des 68 % proposés par les services de renseignement. Toutefois, les membres de l'équipe B n'abordèrent pas pour autant la question centrale : celle du fardeau que faisait peser ce niveau de dépenses sur l'économie et la société soviétiques. Leurs convictions les poussèrent à affirmer qu'aucune contrainte économique ne pouvait empêcher Moscou d'atteindre son objectif de supériorité stratégique sur les États-Unis. Ils critiquèrent d'ailleurs sévèrement les analyses qui affirmaient le contraire. Ni les tentatives passées de Nikita Khrouchtchev pour réformer l'appareil militaire et limiter ses dépenses, ni les difficultés quotidiennes de vie de la population russe, ni le fait que malgré le niveau phénoménal de ses dépenses militaires dans le PNB, l'URSS ne dominait pas les États-Unis (prouvant ainsi l'absence d'efficacité de l'effort de défense) – ne furent des données retenues par l'équipe B comme sujets de questionnement. Là encore, l'histoire allait leur opposer un démenti cinglant : à l'époque même où ils dénonçaient « *l'effort soviétique sans précédent consenti dans les forces nucléaires et conventionnelles qui ne fait aucun cas ni des accords SALT, ni de la modération que s'imposent les pays de l'Ouest* », s'amorça en URSS un ralentissement de la croissance des dépenses militaires, reconnu d'ailleurs en 1983 par Robert Gates, le directeur de la CIA. La contraction de l'économie soviétique, qui est une constante de l'ère Brejnev, fit sentir ses effets. Au milieu des années 1980, la communauté du renseignement divisa par deux ses évaluations sur le potentiel de destruction (notamment en matière de précision) des missiles intercontinentaux soviétiques les plus performants. La fameuse « *fenêtre de vulnérabilité* » attribuée aux États-Unis disparut avec cette réévaluation. L'appel de Mikhaïl Gorbatchev à moderniser l'économie de son pays au début des années 1990 mit un terme aux analyses sur la supériorité stratégique de l'URSS, tout comme la décision des Soviétiques d'accepter une série de propositions sur le contrôle des armements et de se dégager de l'Afghanistan. Au final, le fardeau représenté par les dépenses militaires sur l'ensemble de l'économie soviétique – un fardeau dont l'impact a été complètement négligé par les membres de l'équipe « B » – aurait ruiné l'économie de l'URSS et provoqué l'implosion de la superpuissance. Cf. Central Intelligence Agency, *Intelligence Community Experiment in Competitive Analysis : Soviet Strategic Objectives, An Alternate View : Report of Team B*, décembre 1976 (déclassifié en septembre 1992), p. 1 (« Obtained under the Freedom of Information Act by Anne Hessing Cahn »); Anne Hessing CAHN, « Team B : The Trillion Dollar Experiment », Part 1, *Bulletin of The Atomic Scientists*, 1993; John PRADOS, « Team B : The Trillion Dollar Experiment », Part 2, *Bulletin of the Atomic Scientists*, 1993.

intégrèrent ses rangs, dont vingt se virent confier des postes de responsabilité en relation avec la sécurité nationale. Précisons aussi que nombre d'entre eux étaient des Démocrates (on les appelait les « Démocrates de Reagan ») qui avaient participé – dans le cadre de la *Coalition pour une majorité démocrate* du sénateur Jackson – à la création de CPD II. Richard N. Perle (actuel *Chairman of the Defense Policy Board*) devint *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy*; Paul Wolfowitz (actuel *Deputy Defense Secretary*) se vit attribuer un poste de diplomate de haut rang en Indonésie (Perle et Wolfowitz étaient des amis de longue date et des disciples d'Albert Wohlstetter, un spécialiste des stratégies nucléaires au Rand à l'origine, en 1974, de l'analyse selon laquelle les analystes de la CIA sous-estimaient l'ampleur du potentiel stratégique de l'URSS, et donc à l'origine des thèses de « *Team B* » B et de CPD II); Eugene V. Rostow obtint le poste de *director of Arms Control and Disarmament Agency* (un comble, vu son rôle en tant que responsable du CPD « bis » dans le blocage final des accords SALT II); Richard Pipes, l'un des hommes-clefs de « *Team B* » (cf. *Pipes Report*) et du CPD II fut nommé au National Security Council; Jeane J. Kirkpatrick, quant à elle, fut chargée de représenter les États-Unis à l'ONU.

A cette liste de « néo-conservateurs » s'ajoutèrent les noms de « conservateurs traditionnels », des anciens de la première Guerre froide et les organisateurs de la seconde, dont les noms avaient été associés à la version originelle de CPD, à « *Team B* » et au CPD « bis ». Il s'agit, pour les plus connus, de Paul H. Nitze, qui accéda à la fonction de *chief negotiator for Theater Nuclear Forces* et de William R. Van Cleave, désigné pour assumer les fonctions de *chairman designate of the General Advisory Committee, Arms Control and Disarmament Agency* ou de Fred Iklé, un ancien du RAND qui devint *Under Secretary of Defense for Policy*. Pour terminer, si le directeur de la Coalition for Peace Through Strength, le brigadier général Daniel O. Graham n'apparut pas dans la liste des nouvelles nominations, il n'en exerça pas moins une influence déterminante dans la construction de la doctrine de sécurité de la nouvelle Administration; cet ancien *Deputy Director of the Central Intelligence Agency* (1973-1974) puis *Director of Defense Intelligence Agency* (1974-1976) fut aussi le conseiller militaire des deux campagnes présidentielles de Reagan (1976 et 1980); personnage incontournable des coalitions conservatrices les plus engagées dans la lutte contre le communisme (American Security Council, Coalition for Peace Through Strength, etc.), il est à l'origine d'une remise en cause de la logique de la Mutual Assured Destruction (MAD) et représente l'un des principaux inspirateurs de la Strategic Defense Initiative (SDI).

La vision manichéenne du monde (un monde en « noir et blanc » et « sans contrastes ») portée par ces réseaux ultra-conservateurs depuis la seconde moitié des années 1970, est aujourd'hui celle de l'Administration de

G.W. Bush. Si certains des stratèges conservateurs de la première heure (Paul Nitze (20)) avaient appelé les Etats-Unis à se débarrasser des armes nucléaires de façon unilatérale, d'autres continuent d'en affirmer l'absolue nécessité, mais cela, dans une logique différente de celle de la dissuasion (*cf. infra*). Comme le notent deux commentateurs : « *il faut remonter à l'Administration Reagan pour trouver une vision de la politique étrangère américaine qui est aussi confiante, déterminée et agressive que celle véhiculée par l'administration Bush* » (21). Nulle surprise pourtant dans ce constat. De même que pour l'Administration Reagan, ce sont les « réseaux conservateurs », dont certains membres avaient occupé des postes aux plus hauts échelons des Administrations républicaines (au Pentagone en particulier, comme Cheney et Rumsfeld), qui écrivent la partition de la politique et de la stratégie de sécurité nationale de la nouvelle équipe.

AUX ORIGINES CONCEPTUELLES DE LA DOCTRINE BUSH (JR) DE SÉCURITÉ NATIONALE

Trois documents officiels permettent de saisir la portée des orientations retenues par l'Administration de G.W. Bush en matière de défense et de sécurité. Voici leur titre : *The National Security Strategy of The United States of America* (septembre 2002), qui porte le sceau présidentiel et regroupe un ensemble de discours prononcés entre septembre 2001 et 2002 par George W. Bush sur les priorités de son administration en matière de sécurité ; *Quadrennial Defense Review Report* (septembre 2001), document rédigé par les responsables civils et militaires du Pentagone sous l'autorité du Secrétaire à la Défense, en consultation étroite avec le Président des Etats-Unis ; *Nuclear Posture Review* (décembre 2001), audit de la stratégie et des forces nucléaires américaines réalisé par le Pentagone à la demande du Parlement.

Les directives proposées dans ces documents officiels sur la sécurité n'ont pas été élaborées en réponse au nouveau contexte international issu des attentats terroristes du 11 septembre 2001 ; elles ont été formulées entre le printemps 1997 et septembre 2000 dans le cadre d'un projet (« Project for The New American Century ») piloté par un aréopage de néo-conservateurs et soutenu par un groupe important de personnalités impliquées dans les mêmes réseaux. Plusieurs d'entre elles occupent aujourd'hui les plus hautes

(20) *Cf.* « Paul Nitze succumbs to 'Nuclear Retirement Syndrome' », *New York Times*, 28 octobre 1999. Ajoutons qu'au cours du premier mandat de l'Administration Reagan, Paul Nitze faisait partie, avec George Schultz, alors Secrétaire d'État, de ceux qui ne croyaient pas dans la défense antimissiles. Il s'opposait en cela à Caspar Weinberger, Secrétaire de la Défense et à ses proches, Richard Perle, *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy*, et Frank Gaffney, *Deputy Assistant Secretary of Defense for Nuclear Forces and Arms Control Policy*, un protégé de Perle.

(21) Tom BARRY/Jim LOBE, « US Foreign Policy – Attention, Right Face, Forward March », *Foreign Policy in Focus*, avril 2002.

responsabilités dans l'équipe de G.W. Bush (22), parmi lesquelles Richard Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby (23); d'autres appartiennent à des *think tanks* conservateurs (Heritage Foundation, Hoover Institution, High Frontier, Center for Security Policy, *etc.*) qui, depuis vingt ans, ont codifié et diffusent inlassablement ces directives auprès des élites et du grand public américain, dont Norman Podhoretz, William Kristol, Richard Perle, Frank Gaffney, Midge Decter (24) (*cf. supra*).

Tous ces personnages en vue bénéficient aujourd'hui d'un contexte particulièrement propice pour faire passer leurs idées sur la défense et la sécurité. De fait, malgré leur présence massive dans les Administrations Reagan et Bush, ils n'avaient pu réussir, à l'époque, à empêcher ces mêmes Présidents de conclure des accords sur les armements stratégiques qu'ils jugeaient incompatibles avec leur conception de « la paix par la force ». Ronald Reagan avait en effet signé un accord avec l'URSS sur les armes nucléaires de moyenne portée en Europe (*Intermediate Range Nuclear Forces*) et engagé les Etats-Unis dans les négociations START. Quant à George Bush (Sr.), il avait fait retirer en 1991 les armes nucléaires tactiques des unités terrestres opérationnelles et des unités navales de surface des Etats-Unis partout dans le monde. D'autre part, les deux Présidents républicains avaient maintenu la posture stratégique des Etats-Unis dans le cadre des grands traités de non-prolifération et de défense antimissiles (pour Reagan, malgré des engagements contraires dans ses campagnes électorales). Avant les attentats du 11 septembre 2001, l'Administration de George W. Bush eut du mal à faire passer les principales propositions de son agenda : la transformation de la doctrine stratégique des Etats-Unis, celle des forces de sécurité et des opérations selon les impératifs de la « Révolution dans les Affaires Militaires » (RMA), la sortie du Traité ABM, la défense antimissiles, *etc.*, toutes ces mesures rencontraient des résistances auprès des militaires du Congrès et l'indifférence du grand public. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont bien sûr changé la donne politique; ils ont surtout offert à la nou-

(22) Cf. « Statement of Principles », Project for The New American Century, 3 juin 1997, sur le site Internet <http://www.newamericancentury.org>.

(23) Quelques précisions sur I. Lewis Libby, dont le nom n'a pas encore été mentionné : entre 1989 et 1993, il est *Deputy Undersecretary of Defense for Policy* (Administration Bush Sr.), puis, en 1998, *Legal Advisor to the US House of Representatives' Select Committee on US National Security and Military/Commercial Concerns with the People's Republic of China* (appelé également Cox Committee), avant d'être nommé *Assistant to The Vice-President* (Dick Cheney) *for National Security Affairs* (Administration Bush Jr).

(24) *Rédacteur en chef de la revue Commentary* de 1960 à 1995, Podhoretz est également *Senior Fellow* au *think tank* Hudson Institute. William Kristol a été *Chief of Staff to Secretary of Education* William Bennett dans l'Administration Reagan, *Chief of Staff to Vice-President* Dan Quayle, *Editor and Publisher of The Weekly Standard*, co-fondateur et *Chairman of the Project for the New American Century*. Richard Perle a été *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy* dans l'Administration Reagan, *Resident Fellow* au *think tank* American Enterprise Institute, et aujourd'hui *Chairman Defense Policy Board* du Pentagone. Frank Gaffney, *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy* dans l'Administration Reagan et fondateur du très influent *think tank* Center for Security Policy en matière de défense antimissiles. Midge Decter, fondatrice de la Coalition for a Democratic Majority (*cf. nos précisions sur cette coalition dans le texte*), *Executive Director of the Committee for a Free World* dans l'Administration Reagan (Rumsfeld en est alors *Chairman*), membre du conseil d'administration du *think tank* Heritage Foundation.

velle équipe présidentielle et aux « faucons » la possibilité de justifier la définition et la mise en œuvre d'une nouvelle doctrine de sécurité dont les axes les plus importants avaient été définis entre 1997 et 2000 par une plateforme conservatrice (« The Project for The New American Century ») dans un rapport spécial intitulé « Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources, For a New Century » (25), à partir de propositions faites depuis près de 30 ans par les grandes fondations et *think tanks* conservateurs, puis « relookées » au début des années 1990, pour prendre en compte la disparition de l'Union soviétique. Au début des années 1990, plusieurs responsables de ces réseaux avaient proposé quelques concepts destinés à justifier la prééminence militaire des États-Unis dans le monde de l'après-Guerre froide (26). On retrouve ces analyses et la philosophie qui les sous-tend dans le rapport du PNAC susmentionné; de même, sans surprise (vu la composition de la nouvelle administration américaine), dans les déclarations officielles du Président George W. Bush sur le rôle des États-Unis dans le monde et la nouvelle doctrine américaine de sécurité nationale.

Depuis un peu plus de dix ans, le sénateur Malcolm Wallop (Républicain, Wyoming) plaidait en faveur d'une interprétation plus activiste du concept de « *nouvel ordre mondial* ». Ronald Reagan ayant décrit l'URSS comme « *l'empire du mal* », Wallop n'hésitait pas à parler d'« *empire du bien* » pour désigner les États-Unis : selon lui, l'Amérique est le seul pays attaché à défendre les notions universelles de liberté et de justice, qui lui donnent des responsabilités mondiales; contrainte par sa géographie à rester engagée et active au-dehors, elle devait préserver les atouts de la puissance maritime et spatiale. La maîtrise de ce deuxième champ stratégique représentait pour Wallop le nouveau défi pour les Américains, la « nouvelle frontière » : tout au long des années 1990, Wallop milita de façon active en faveur de ces thèmes et de leur traduction militaire. Avec un autre sénateur républicain et des députés du même bord, Christopher Cox et Curt Weldon, il défendit le projet de défense antimissiles en tant que conseiller du Center for Security Policy, un *think tank* ultra-conservateur spécialisé dans ce domaine (*cf. infra*) et comme *Distinguished Fellow* de Heritage Foundation, dégagé de ses obligations parlementaires, il participa plus tard à la deuxième Commission Rumsfeld (27) sur « *l'évaluation du management et de l'organisation de la sécu-*

(25) The Project for The New American Century, *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century*, septembre 2000.

(26) *Cf.* Bruno COLSON, « Concepts américains pour l'après-Guerre froide », *Stratégie*, n° 57, 1995, p. 69.

(27) La première Commission Rumsfeld est constituée en 1997, sous la pression de parlementaires républicains, convaincus de la nécessité d'une défense antimissiles. Newt Gingrich à la Chambre des Représentants et Trent Lott au Sénat ont, en tant que leaders des deux chambres, le pouvoir de désigner les membres de la commission. Présidée par Donald Rumsfeld, celle-ci conclura en juillet 1998 la possibilité que des puissances balistiques émergentes puissent disposer des moyens d'atteindre le territoire des États-Unis dans un délai de cinq années suivant la décision de se doter de l'armement requis (dix ans dans le cas de l'Iraq). *Cf. l'Executive Summary of the Report of the Commission to Assess The Ballistic Missile Threat to The United States*, 15 juillet 1998, Pursuant to Public Law 201, 104th Congress. Les évaluations du temps requises par les puissances balistiques émergentes frappent l'imagination de Gingrich : en effet, cinq ans, c'est entre le tiers et la moitié du délai annoncé dans les rapports de la CIA. En définitive, le *lobby* pro-NMD tient ce dont

rité nationale des Etats-Unis dans l'espace » (28). Trois des *thinks tanks* parmi les plus conservateurs étaient représentés dans cette commission d'experts (Heritage, CSP, Empower America) dont les conclusions appelaient les Etats-Unis à « développer les moyens de dissuader et de se défendre contre des actes hostiles dans et à partir de l'espace » (29).

En mars 1992, un document rédigé par des fonctionnaires du Département d'Etat et du Pentagone, sous la direction de Paul Dundes Wolfowitz, alors *Undersecretary of Defense for Policy* dans l'Administration de George Bush Sr. (actuel *Deputy Secretary of Defense*), provoquait de nombreuses réactions, en raison de son interprétation particulière du concept d'« ordre mondial » (30). Cette version du Defense Planning Guidance, non destinée à la publication et rédigée en liaison avec le National Security Council, affirmait en effet la volonté des Etats-Unis de garder leur statut de superpuissance unique et soulignait le rôle particulier, à cette fin, de la puissance militaire, qui pouvait éventuellement être utilisée de façon unilatérale par l'Amérique, car celle-ci était le garant de l'ordre international; l'Europe et le Japon devaient être empêchés de faire de l'ombre à la domination américaine et il fallait que l'OTAN, véhicule des intérêts américains en Europe, restât le premier garant de la sécurité sur le continent. Si les réactions au Rapport Wolfowitz furent vives, le contenu du document était pourtant en droite ligne avec les thèses que Wolfowitz défendait avec ses collègues conservateurs et néo-conservateurs depuis la seconde moitié des années 1970 (au sein, entre autres de « *Team B* » et du Committee to Maintain a Prudent Defense Policy, etc.). Ces thèses le poussaient, dans l'Administration Bush Sr., à affirmer que la Russie de Boris Eltsine constituait la plus grave menace pour la sécurité des Etats-Unis (31) : il envisageait ainsi une guerre possible entre l'OTAN et les Russes, motivée par leur désir de s'en prendre aux Etats baltes nouvellement indépendants. Pendant la guerre du Golfe, Wolfowitz fut également un opposant farouche des thèses de Colin Powell et d'autres qui affirmaient que puisque les forces de Saddam Hussein avaient été expulsées du Koweït, le mandat des Nations Unies prenait fin

il a besoin pour refaire du projet (qui avait perdu l'intérêt des politiques et du public) une priorité : un document officiel, approuvé par le gouvernement et qui peut être interprété comme la preuve de la réalité de la menace posée par les « missiles du Tiers-Monde ».

(28) La deuxième Commission Rumsfeld est formée en conformité avec la section 1621 du *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2000* (PL 106-65) et produit un rapport intitulé « Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization », qui sera remis le 11 janvier 2001. A cette date, Donald Rumsfeld a déjà quitté la commission qu'il préside : il a pris en effet officiellement ses fonctions le 20 janvier 2001 comme 21^e Secrétaire à la Défense. Douze des membres qui composent cette commission appartiennent aux cercles conservateurs partisans de la défense antimissiles et de la militarisation de l'espace ou à des entreprises étroitement liées au secteur de la défense.

(29) *Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization*, 11 janvier 2001, <http://www.defenselink.mil/pubs/spacebout.html>.

(30) Cf. Bruno COLSON, « Concepts américains pour l'après-Guerre froide », *Stratégique*, n° 57, 1995, *op. cit.*, p. 69.

(31) Jason VEST, « Bush's war hawk », *The American Prospect*, vol. 12, n° 19, 11 mai 2001.

tout comme la guerre. Wolfowitz préconisait déjà d'aller à Bagdad pour se débarrasser du chef de l'Etat iraquien.

Autre exemple de concept significatif proposé au début des années 1990, que l'on retrouve dans la philosophie qui sous-tend la doctrine de sécurité de l'Administration Bush Jr., est celui de « nouvelle destinée manifeste ». Ben Wattenberg en est à l'origine. Ayant présidé en 1988 aux destinées néo-conservatrices de la Coalition for a Democratic Majority (CDM), Wattenberg fut aussi membre de l'American Enterprise Institute (AEI), un *think tank* chargé de rédiger des documents permettant de justifier les choix politiques d'organisations comme CDM mais aussi le Committee on the Present Danger (CPD II) (32). Lorsqu'il introduisit le concept de « nouvelle destinée manifeste », Wattenberg était alors vice-président de *Radio Free Europe* et de *Radio Liberty* (33). En proposant cette idée, dans un monde encore marqué par la fracture Est-Ouest, il touchait une corde sensible dans l'imaginaire américain. De fait, le concept apparaît fondamental dans l'édification des Etats-Unis : créé par le journaliste J. O'Sullivan en 1845, il postule que l'Amérique est une expérience unique, un véritable laboratoire du progrès en matière de liberté et de démocratie; ce faisant, les Américains ont le devoir moral d'en faire bénéficier le reste de la planète, telle est leur « destinée manifeste ». Dans une version actualisée du concept, Ben Wattenberg faisait donc de la « *promotion de la démocratie de type américain* » le principal objectif des Etats-Unis dans le monde : si l'Amérique était capable de vivre avec des démocraties sociales de type européen, elle pouvait néanmoins essayer d'en déterminer l'évolution; le numéro un du monde qui s'annonçait serait celui qui déterminerait la « *culture démocratique globale* »; en la matière, seuls les Américains avaient le sens de la mission, c'était leur « *destinée manifeste* »; ils disposaient d'ailleurs des meilleurs « *armes culturelles* » (le monde du spectacle et des médias, la langue anglaise, l'immigration, le tourisme, les universités, le système d'information); il fallait donc encourager la diffusion des programmes télévisés américains, des films, de l'anglais, la venue des touristes et des étudiants aux Etats-Unis; il fallait, encore, inclure l'*entertainment business* dans les négociations commerciales internationales; l'information était également partie intégrante de la politique étrangère, comme la force armée, la diplomatie, le renseignement, et elle ne cessait de prendre de l'importance. Pour finir, Wattenberg défendait le principe de l'« *unipolarité* » dans le cas des Etats-Unis, principe qui lui apparaissait comme une bonne idée, mais à une condition : « *si l'Amérique était réellement le seul pôle* » (34).

(32) « Group Watch : Coalition for a Democratic Majority », *The Public Eye*, Political Research Associates, 1989.

(33) Cf. Bruno COLSON, « Concepts américains pour l'après-Guerre froide », *Stratégique*, n° 57, 1995, p. 74-75.

(34) Bruno COLSON, *op. cit.*

Dernier exemple de concept qui sera utilisé par les faucons pour justifier une « militarisation » de la politique étrangère des Etats-Unis face à un contexte international identifié comme porteur de conflits échappant aux seules logiques souveraines : celui proposé par Samuel P. Huntington en 1993 de « choc des civilisations » (35). Huntington n'est pas un auteur anodin, mais plutôt un « intellectuel organique », directeur de l'Institut Olin pour les études stratégiques à l'Université Harvard : ses recherches et enseignements sont financés par la Fondation John M. Olin, l'une des plus conservatrices, qui, avec une quinzaine d'autres fondations partageant les mêmes idées en matière d'économie et de sécurité (36), soutient depuis près de 30 ans les activités des réseaux ultra-conservateurs (entre autres, les *think tanks* précités Heritage, American Enterprise Institute, Hoover Institution...). Par conséquent homme engagé, dont les contributions sont considérées par certains comme appartenant au genre littéraire des « pamphlets stratégiques » plutôt qu'à celui des « travaux scientifiques » (37). A la fin des années quatre-vingt, ces liens apparaissent d'ailleurs de façon très claire : il faisait en effet partie d'une équipe qui produisit un rapport consacré au concept de « *Discriminate Deterrence* ». Les directeurs de la recherche n'étaient autres qu'Albert Wohlstetter et Fred C. Iklé : le premier, ancien spécialiste des questions de stratégie nucléaires au Rand, était le mentor de Perle et de Wolfowitz (desquels ils avaient été les étudiants à l'Université de Chicago); le second fut *Undersecretary of Defense for Policy* dans l'Administration Reagan, directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency sous Bush Sr et membre du Board of Advisors du très conservateur *think tank* Center for Security Policy (38), support indéfectible d'une défense antimissiles. Dans le rapport consacré à la « *dissuasion discriminante* », Huntington et les contributeurs susmentionnés réunissaient en une seule conception stratégique deux écoles : celle de « *la dissuasion par menace de mort massive et instantanée* » et celle qui postulait « *la possibilité d'un ciblage des objectifs infiniment précis et discriminants, rendus pensables, gérables et réalisables par la révolution électronique* » (39). Comme nous le verrons, cette seconde école préfigurait les préconisations avancées par les tenants de la Révolution dans les Affaires Militaires (RMA) au milieu des années quatre-vingt-dix et reprises

(35) Samuel P. HUNTINGTON, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, été 1993. Cet article est également paru dans la revue française *Commentaire*, sous le titre « Le choc des civilisations? », vol. 18, n° 66 (n° consacré à l'état du monde après la fin de la Guerre froide), 1994. On remarque dans le comité de patronage de la revue (dont le fondateur est Raymond Aron), les noms de deux membres éminents du mouvement américain néo-conservateur, à savoir Irving Kristol, fondateur de National Affairs Inc. qui édite *The National Interest* et *The Public Interest*, mais aussi celui de Norman Podhoretz, à l'origine de la revue *Commentary*. Huntington a publié un essai en français sous ce titre, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 2000.

(36) Il s'agit des fondations Koch (Charles G. Koch, David H. Koch, Claude R. Lambe), John M. Olin, Lynde and Harry Bradley, des fondations de la famille Scaife (Sarah Scaife, Carthage et Allegheny), des fondations Adolph Coors, Smith Richardson, Phillip M. McKenna, Henry Salvatori et Earhart.

(37) Alain JOXE, *L'Empire du chaos : Les républiques face à la domination américaine dans l'après-Guerre froide*, La Découverte-Syros, Paris, 2002, p. 109.

(38) Cf. le rapport annuel du Center for Security Policy, « Board of Advisors », 1996.

(39) Alain JOXE, *L'Empire du chaos, op. cit.*, pp. 107-108.

dans le volet militaire du PNAC, comme dans la doctrine nucléaire de l'Administration Bush Jr. Dans son article de juin 1993 intitulé « Le Clash des Civilisations », Samuel Huntington postulait que, dans le monde nouveau qui s'annonçait, les principales causes de division de l'humanité et les principales sources de conflit seraient de nature culturelle. Opposant « *le monde de la Guerre froide* », divisé en trois espaces (le premier, second et Tiers-Monde), à « *un monde divisé en civilisations* » (entités culturelles), il proposait une nouvelle grille de lecture : le monde y était façonné par les interactions de sept ou huit « *civilisations majeures* » (occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine et, peut-être, africaine); sa théorie affirmait que les plus importants conflits à venir se produiraient le long des lignes des fractures culturelles séparant ces civilisations, mais précisait que l'axe central de la politique mondiale s'articulerait essentiellement autour du conflit entre l'Occident et le reste du monde et autour des réponses que les civilisations non occidentales apporteraient à la puissance et aux valeurs occidentales; dans ce contexte, il préconisait que l'Occident conserve la puissance économique et militaire nécessaire à la protection de ses intérêts, tout en s'efforçant de comprendre ce que la civilisation occidentale et les autres civilisations avaient en commun. Au final, et comme un commentateur le note, dans l'article de Huntington, il faut surtout retenir l'idée selon laquelle « *le nombre des civilisations à prendre en compte doit être plus grand que deux et que les identités culturelles doivent être considérées en tant que source de conscience collective violente* » (40).

Les différents concepts formulés par les auteurs précités apparaissent ou transparaissent dans les propositions militaires du « Project for the new American Century » (PNAC) ainsi que dans les documents officiels sur la sécurité nationale de l'Administration Bush Jr. On pourrait faire remarquer que l'« unilatéralisme global » était déjà contenu dans la vision proposée en 1993 par Anthony Lake, le Conseiller à la sécurité nationale du Président Clinton à travers le concept d'*enlargement* (41) qui devait se substituer à celui de *containment*. Le monde que Lake présentait était en effet déjà théorisé entre « *extrême barbarie* » et « *pleine civilisation* », où, dans les zones barbares, l'action unilatérale des Etats-Unis (humanitaire ou répressive) devait être engagée aussi souvent que nécessaire. Mais c'était avant tout, une vision dont le concept central (*enlargement*) concernait les sphères de l'« économie de marché » et de la « démocratie représentative ». Cet élargissement du monde libre était, certes, un processus offensif, mais avant tout économique. Il allait cependant fournir aux « faucons » de Bush Jr. des arguments sur la corruption des fonctions d'Etat (*Failed States*) ou les dérives aventurières d'Etats tyranniques (*Rogue States*) qui leur permettent aujourd'hui de

(40) Alain JOXE, *L'Empire du chaos*, *ibid.*, p. 109.

(41) Anthony LAKE, « From Containment to Enlargement », *International Herald Tribune*, 24 septembre 1993.

proposer sans complexe, pour le monde, une version militarisée de l'empire américain : « *un monde dans lequel la croyance dans la supériorité morale des Etats-Unis justifie l'exception américaine, son unilatéralisme global et son multilatéralisme à la carte* » (42), un monde théorisé entre « les possédants » et les « dépossédés », entre des « cultures de progrès » et des « cultures du passé » pour lequel les Etats-Unis reconnaissent le besoin de droit international et de normes mais n'entendent pas s'y soumettre eux-mêmes lorsqu'ils estiment que c'est contraire à leurs intérêts. La vision du PNAC qui est celle des textes officiels de l'Administration Bush Jr. (trois des principaux rédacteurs du volet militaire travaillent au Pentagone) (43) se déclare donc ouvertement en faveur d'une « paix américaine » qui s'appuie sur une puissance militaire supérieure et une volonté d'affronter – de façon unilatérale et préventive si nécessaires – toute puissance émergente, régionale, voire globale, toute « force de l'ombre », avant qu'elle ne menace les intérêts ou la position de Washington. Il s'agit bien de la vision stratégique du nouveau rôle américain qui est celle de l'« hégémonie globale » et de la « paix par la force ». Celle-ci s'exprime en termes de « guerres culturelles » menées contre des menaces (internes et externes) hostiles aux valeurs judéo-chrétiennes et démocratiques, où l'« antiterrorisme » se substitue à l'« anticommunisme ». Cela donne aux « faucons » de l'équipe Bush Jr. l'opportunité d'imposer, avec l'aval du Congrès, un agenda visant à établir la suprématie militaire américaine. L'appel à la « *victoire sur le terrorisme* » est en effet présenté de telle façon qu'il permet de justifier tous leurs choix politiques et militaires : « *la supériorité nucléaire, la défense antimissiles, la contre-révolution en Colombie, le support aux extrémistes du Likoud israélien, le contrôle du pétrole en Asie centrale, le ciblage de Saddam Hussein et la lutte contre les dissidents américains, ceux qui accusent l'Amérique d'être la cause directe de ses problèmes internationaux* » (44).

AUX ORIGINES CONSERVATRICES DE LA DOCTRINE DE SÉCURITÉ DE L'ÉQUIPE BUSH (JR)

La présentation des objectifs du « Project For The New American Century » (PNAC) – la plate-forme conservatrice érigée à la fin des années 1990 pour faire obstacle, lors des échéances électorales, aux Démocrates « clinto-

(42) Tom BARRY/Jim LOBE, « US Foreign Policy – Attention, Right Face, Forward March », *Foreign Policy in Focus*, avril 2002.

(43) Parmi les participants à l'élaboration du volet militaire du PNAC (*Rebuilding America's Defenses*, *op. cit.*), apparaissent à la dernière page les noms de Paul Wolfowitz, I. Lewis Libby et Dov Zakheim, qui occupent tous trois actuellement des postes aux plus hauts échelons de l'Administration Bush. Zakheim, qui n'a pour l'instant pas été cité dans notre propos, est « Comptroller » au Pentagone et fait partie, avec Wolfowitz, d'une équipe de sept membres (Senior Executive Council) chargée d'évaluer les programmes militaires. Six d'entre eux ont travaillé pour les industries de la défense.

(44) Tom BARRY/Jim LOBE, « US Foreign Policy – Attention, Right Face, Forward March », *Foreign Policy in Focus*, avril 2002.

niens » – est claire. Elle tient en trois propositions fondamentales : « *le leadership américain est bon pour l'Amérique et pour le monde ; un tel leadership nécessite une puissance militaire, une diplomatie vigoureuse, un engagement à respecter certains principes de moralité ; aujourd'hui, trop peu de leaders politiques se prononcent en faveur d'un leadership global* » (45). Dans leur déclaration de principes, datée du 3 juin 1997, les rédacteurs dudit projet proposent donc une alternative aux « *politiques incohérentes de l'Administration Clinton* » qui doit réunir tous les conservateurs autour d'une adhésion commune à la notion de « *leadership global américain* » (46). Un rappel est fait quant aux moyens d'y parvenir ; il porte sur l'héritage « reaganien » et propose comme explications de son succès d'alors et du succès futur des conservateurs « *des forces armées qui sont puissantes et décidées à affronter les défis d'aujourd'hui et de demain ; une politique étrangère qui, avec audace et constance, s'attache à promouvoir à l'extérieur les grands principes américains ; un leadership national qui accepte les responsabilités globales des États-Unis* » (47).

Pour atteindre ces objectifs, le « Project » a produit un rapport d'expertise qui, diffusé en septembre 2000, se propose, en anticipant l'exercice qui doit être fait par le Pentagone (*Defense Review*), de tracer les grandes lignes d'une stratégie de sécurité nationale et militaire pour l'Amérique, adaptée aux réalités du XXI^e siècle. La vision est la suivante (ancrée dans les concepts conservateurs proposés au début des années quatre-vingt-dix) : dans le nouveau siècle qui s'annonce, le système de sécurité est « *unipolaire* » ; l'objectif stratégique est de préserver la « *Pax Americana* » et les missions militaires sont de plusieurs types (assurer la sécurité et promouvoir l'expansion des zones de démocratie et de paix ; dissuader l'émergence de nouvelles grandes puissances concurrentes ; défendre des zones géographiques vitales ; exploiter la transformation de la guerre) ; quant aux principales menaces, elles se répartissent sur l'ensemble de la planète ; enfin, les espaces de rivalité stratégique se sont déplacés de l'Europe vers l'Asie orientale (48).

Partant de ces postulats, les auteurs du rapport énoncent quatre missions qui doivent permettre aux États-Unis d'assumer leur « *leadership global* » (49) :

- la défense du territoire (*Homeland defense*) : c'est « la » priorité, mais elle se conçoit dans un nouveau contexte. Pendant la Guerre froide, la dissua-

(45) *Project for The New American Century*, sur le site Internet <http://www.newamericancentury.org>.

(46) « Statement of Principles », 3 juin, 1997, sur le site Internet <http://www.newamericancentury.org/statementsofprinciples.htm>.

(47) « Statement of Principles », 3 juin, 1997, sur le site Internet <http://www.newamericancentury.org/statementsofprinciples.htm>.

(48) « Why Another Defense Review », dans le Rapport du Project for The New American Century, *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century*, septembre 2000, p. 2.

(49) « Why Another Defense Review », dans le Rapport du Project for The New American Century, *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century*, septembre 2000, p. 6.

- sion en était l'élément clef. Si elle reste essentielle, elle doit s'adapter aux nouveaux défis. Les États-Unis doivent ainsi reconfigurer leurs forces nucléaires (50), contrer les effets de la prolifération des missiles balistiques et des armes de destruction massive (en s'affranchissant des traités jugés incapacitants, comme ABM et CTBT) (51). Ces éléments peuvent en effet permettre à des États moins puissants d'entraver l'action militaire de l'Amérique en menaçant les alliés et le territoire américain.
- les guerres d'envergure (*Large Wars*) : les États-Unis doivent disposer de forces suffisantes déployées rapidement et qui leur permettent de remporter des guerres d'envergure menées simultanément sur de multiples théâtres d'opérations. Ces forces doivent également répondre à des situations nécessitant des interventions imprévues, dans des régions où ils ne disposent pas de bases avancées.
 - les opérations de police (*Constabulary Duties*) : le Pentagone doit disposer de forces qui lui permettront d'assurer des opérations internationales de police. Dix années d'expérience en la matière ont prouvé qu'il était nécessaire d'augmenter ces forces : missions à long terme de l'OTAN dans les Balkans, missions d'interdiction de vol sur des zones déterminées, missions en Asie du Sud-Ouest, missions vitales de présence en Asie orientale... Ces opérations, aujourd'hui les plus fréquentes, nécessitent des forces capables d'agir de façon indépendante et sur le long terme.
 - la transformation des forces militaires américaines (*Transform US Armed Forces*) : le Pentagone doit s'efforcer d'exploiter la Révolution dans les Affaires Militaires (52), initiée par l'introduction de hautes technologies

(50) Si les auteurs reconnaissent le caractère toujours essentiel des armes nucléaires, ils s'interrogent toutefois pour savoir si elles sont adaptées (en particulier la triade nucléaire classique) au monde de l'après-Guerre froide. En cas de décision de réduire ces forces, ils rappellent que ce qui compte, ce n'est pas tant la parité numérique (qui était le critère déterminant dans les rapports avec les forces soviétiques) que le maintien de la supériorité stratégique américaine. Et ils évoquent la possibilité de développer une nouvelle gamme d'armes nucléaires adaptée à de nouveaux besoins, comme la destruction de bunkers souterrains enterrés profondément et protégés par des matériaux très résistants. Cf. « Nuclear Forces », *Rebuilding America's Defenses*, op. cit., p. 7.

(51) Pour CTBT, non ratifié par le Sénat des États-Unis en 1999.

(52) La Révolution dans les Affaires Militaires (RMA) est l'un des concepts centraux défendus depuis des années par l'un des stratèges du Pentagone, Andrew Marshall (le « mentor » de Perle, Wolowitz et Rumsfeld et le directeur de l'Office of Net Assessment du Pentagone depuis 30 ans). Les idées de base sont simples : les avancées dans la technologie de l'information ont rendu possible l'existence de nouveaux équipements militaires (des missiles intelligents à longue portée, des avions sans pilotes ou drones, des satellites espions, des virus informatiques qui peuvent anéantir le système de communication d'un ennemi) ; dans la perspective de la RMA, tous ces systèmes de haute technologie peuvent être mis en réseaux et déployés de façon coordonnée par un commandement central ; à l'avenir, il n'y aura plus de théâtre de conflits du type de celui de la guerre du Golfe ; les principales menaces pour les États-Unis viendront de pays qui auront acquis les technologies leur permettant de se doter de nouveaux missiles et ordinateurs, armes chimiques et biologiques. Plutôt que de s'attaquer à des objectifs militaires traditionnels, ces États combattants des rues (*street fighter states*) pourront choisir comme cibles les réserves en eau des États-Unis, leurs puits de pétrole ou leurs forêts ; en réponse à ces attaques, et au lieu de stationner d'importantes forces conventionnelles à l'étranger, les stratèges de la RMA veulent que les États-Unis soient capables de répondre simultanément à des ennemis qui pourraient attaquer de toutes les directions, sans prévenir. Si la RMA n'est pas ouvertement idéologique, elle contient malgré tout un certain nombre d'éléments qui la rapproche des thèses conservatrices : une politique étrangère qui se méfie des alliances internationales et qui préfère voir les États-Unis agir seuls et en priorité pour se protéger. C'est une politique qui va bien avec une autre priorité de l'administration, « la défense antimissiles ». Le 25 mai 2001, le Président Bush tenait un discours à la Naval Academy, reprenant

dans les systèmes d'armes (défenses antimissiles, armes dans l'espace et contrôle du *cyberspace*). Cette mission, décisive pour créer « *la force dominante de demain* » (53), doit être considérée comme une tâche à part entière et faire l'objet d'une allocation significative en termes de moyens structurels et de budgets.

L'étude du rapport du PNAC permet de tirer les conclusions suivantes : les observations et recommandations qui ont été faites par la plate-forme conservatrice en septembre 2000 ont servi de « cadre-guide » à la formulation des grandes orientations retenues en matière de défense et de sécurité par l'Administration de G.W. Bush. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 n'ont fait que permettre à l'Administration d'obtenir les moyens financiers et l'appui du Congrès, indispensables pour transformer ces observations et recommandations en politiques publiques et justifier une augmentation massive des crédits de défense (54).

L'examen des axes principaux contenus dans deux rapports fondamentaux du Pentagone – *Quadriennial Defense Review Report* (30 septembre 2001) et *Nuclear Posture Review* (remis au Congrès le 31 décembre 2001) – confirme cette analyse.

Dans *Quadrennial Defense Review*, il est tout d'abord fait référence à un contexte mondial où dominant « *l'incertitude* » et la nécessité de composer rapidement et de façon décisive, avec « *l'effet de surprise* » : « *il est impossible de savoir où est quand les intérêts américains seront menacés, quand l'Amérique sera attaquée ou quand des Américains périront à la suite d'une agression* » (55). Pour les experts du Pentagone, le pays est donc susceptible être défié par une multitude d'adversaires (Etats « fragiles », Etats « bandits » ou « en faillite », terroristes, organisations du crime, etc.) qui ont une approche différente de la guerre (*asymetric warfare*) et peuvent avoir recours à des moyens de destruction massive.

En fonction de quoi, la nouvelle stratégie des Etats-Unis s'articule autour de quelques idées et propositions, quant aux moyens :

- celle tout d'abord selon laquelle, pour être efficace à l'étranger, l'Amérique doit être en sécurité dans ses frontières (*homeland defence*);
- celle ensuite d'une recherche des conditions grâce auxquelles l'influence du pays peut croître et préserver sa sécurité;
- celle également du nécessaire abandon d'une planification de la défense fondée sur la « *menace* » (identification de l'adversaire, localisation géographique) au bénéfice d'une planification fondée sur les « *capacités* » (identifi-

les grandes idées de la RMA mais se gardant d'être aussi précis que dans le discours à la Citadel afin d'éviter de froisser les différentes armées (la marine n'est pas prête à renoncer à ses porte-avions, etc.).

(53) « Creating Tomorrow's Dominant Force », *Rebuilding America's Defenses*, op. cit., p. 50.

(54) Cf. Center for Defense Information, « Money », *Military Almanach*, 2001-2002, pp. 34-39.

(55) Donald RUMSFELD, « Foreword », *Quadriennial Defense Review*, op. cit., p. III.

cation de la façon dont plusieurs types d'adversaires très différents peuvent combattre);

- celle enfin de la possibilité d'exploiter la Révolution dans les affaires militaires (RMA) pour étendre la période actuelle de supériorité militaire des Etats-Unis.

La stratégie qui découle de ces idées doit permettre aux Etats-Unis de remplir quatre objectifs principaux :

- assurer les alliés et amis des Etats-Unis de leur fidélité et de leur capacité à remplir leurs engagements de sécurité (*Assure allies and friends*);
- dissuader les ennemis de l'Amérique d'entreprendre des programmes ou des opérations qui pourraient menacer les intérêts des Etats-Unis ou ceux de leurs alliés et amis (*Deter aggressors*);
- dissuader toute agression ou intimidation en déployant à l'avant la capacité à mettre un terme à des attaques et à imposer des dégâts sévères en cas d'agression aux capacités militaires d'un adversaire ou à ses infrastructures de soutien (*Dissuade competitors*);
- vaincre de façon décisive un adversaire si la dissuasion ne fonctionne pas (*Defeat enemies*).

C'est à partir des idées, propositions et objectifs du *Quadrenial Defense Review* que la *Nuclear Posture Review* a été conçue. Partant du postulat d'un monde imprévisible (*unpredictable world*) et de la nécessité de passer d'une approche de la stratégie fondée sur la menace (*threat-based approach*), à une approche fondée sur les capacités (*capabilities-based*) (cf. *supra*), le texte annonce « une transformation majeure du rôle des forces nucléaires offensives dans la stratégie de dissuasion » (56). Il propose les grandes lignes d'une évolution de la posture stratégique des Etats-Unis contenues en deux points :

- un nouveau « triptyque stratégique » (*new triad*) permettant de remplir les grandes missions définies dans la *Quadriennial Review* (*Assure, Dissuade, Deter, Defeat*).
- un système de « commandement, contrôle, planification et renseignement » (*Command, Control, Planning and Intelligence*) sans lequel le « triptyque » ne peut être opérationnel.

Les conséquences en matière de stratégie nucléaire sont les suivantes : dans la présentation faite à la presse par le Pentagone (57), le nouveau « triptyque » (*new triad*) est justifié par la nécessité pour les Etats-Unis de disposer d'un portefeuille de capacités et de la flexibilité requise afin de pouvoir faire face à une gamme étendue d'événements imprévus (*contingencies*).

Les trois volets (+ 1) du « triptyque » sont les suivants :

(56) *Nuclear Posture Review* (Excerpts), soumise au Congrès le 31 décembre 2001 : site Internet <http://globalsecurity.org>.

(57) « Special briefing on the nuclear posture », *DoD News Briefing*, J.D. Crouch, ASD ISP, 9 janvier 2002.

- pour le volet offensif (58) (*offensive strike leg*) : il contient les éléments de l'ancienne triade issue de la Guerre froide, à savoir des missiles balistiques intercontinentaux (ICBMs), des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SLBMs), des bombardiers stratégiques à long rayon d'action. Ajoutées à ce volet, des forces de frappes stratégiques non nucléaires (*non-nuclear strategic capabilities*) destinées à renforcer la crédibilité d'une dissuasion offensive en limitant l'escalade des conflits. Les cibles prioritaires sont les centres de commandement civils et militaires, les sites d'armes de destruction massive, les installations militaires, ainsi que d'autres centres de contrôle et les infrastructures indispensables au fonctionnement des forces armées;
- pour le volet défensif (*defences*) : des défenses à la fois actives et passives qui ont pour but de permettre de contrer ou de freiner les effets d'attaques limitées et, par là même, de décourager les attaques. Elles sont censées fournir de nouvelles capacités pour gérer les crises et une assurance au cas où la dissuasion traditionnelle ne remplirait pas son rôle. Dans ce volet, la défense antimissiles joue un rôle essentiel (59) : elle doit protéger les cinquante Etats des Etats-Unis, les forces américaines déployées à l'extérieur, les amis et alliés contre des attaques de missiles balistiques. Prévue pour être opérationnelle entre 2006 et 2008, elle intégrera différents échelons de défenses (terre, mer, air, espace) pour intercepter différents types de missiles (petit nombre de missiles à longue portée, plus grand nombre de missiles à courte et moyenne portée) dans toutes les phases de leur vol et dans toutes les configurations de menace.

(58) Le Président Bush déclare : « *notre meilleure défense, c'est une bonne capacité offensive* » (The National Security Strategy Of the United States, III – « Strengthen Alliances to Defeat Global Terrorism and Work to Prevent Attacks Against Us and Our Friends » –, *The National Cathedral*, Washington, 14 septembre, 2001, The National Security Strategy of The United States of America, septembre 2002, p. 6).

(59) Lors d'un discours prononcé le 1^{er} mai 2001 à la National Defense University, le Président George W. Bush réaffirma sa volonté de faire de la défense antimissiles un élément clef d'une nouvelle posture stratégique des États-Unis. C'est aujourd'hui chose faite. Le 4 janvier 2002, le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld en révélait les principaux éléments. Leurs acronymes ne sont pas neutres et témoignent de l'ambition réelle du projet. Il n'est plus ici question de s'interroger sur sa faisabilité ou sa légitimité. Il s'agit de transformer ce projet en réalité. Il y a en effet changement d'échelle : c'est tout d'abord une Missile Defense Agency (MDA) qui se substitue à l'ancienne Ballistic Missile Defense Organization (BMDO); le passage du statut d'« organisation » à celui d'« agence » confirme le caractère de « priorité nationale » du programme et élève la défense antimissiles au rang de « mission ». Sur le site Internet de la MDA, un logo s'affiche qui annonce la couleur : « faire de la défense antimissiles une réalité ». Il est toutefois précisé, dans la *Nuclear Posture Review*, que « ce type de défense, comme tous les systèmes militaires, s'il n'est pas fiable à 100 %, peut tout de même apporter une contribution significative à la sécurité, en améliorant la dissuasion ou dans les cas où elle ne fonctionnerait pas ». Pour autant, le dispositif antimissiles reste, pour l'instant, toujours aussi virtuel que lorsque Reagan en faisait l'annonce au début des années 1980. Ce qui est plus réel, ce sont les coûts associés à la R&D : si l'on compte les premiers programmes (Nike-Zeus puis Nike-X, Sentinel puis Safeguard) engagés puis abandonnés entre les années 1950 et 1970, les dépenses atteignent, selon les estimations, entre 120 et 150 milliards de dollars (84 et 95 milliards de dollars depuis le lancement de l'IDS de Reagan en 1983). Un comble, lorsque l'on sait que jusqu'ici le programme reste incapable d'offrir au contribuable américain un quelconque retour concret sur investissement sous la forme d'une protection réellement fiable contre des frappes éventuelles de missiles balistiques. Cf. sur *BBC News*, « Full text of Bush's speech », 1^{er} mai 2001, sur le site Internet <http://news.bbc.co.uk>; « DoD establishes Missile Defense Agency », MDA Link, sur le site Internet <http://www.acq.osd.mil/bmdo/bmdolink/html> : « Making Ballistic Missile Defense A Reality », MDA Link.

- une infrastructure de défense rénovée (*revitalized defense infrastructure*) : elle doit permettre aux États-Unis de mettre au point de nouvelles capacités (*capabilities*), c'est-à-dire les nouveaux systèmes d'armes requis pour les différentes missions des forces armées. L'infrastructure nucléaire en particulier est évoquée comme devant faire l'objet de travaux importants dans le but de répondre aux nouveaux défis stratégiques et de réduire l'arsenal nucléaire, tout en dissuadant des adversaires de se lancer dans une course à ce type d'armements.
- un système de commandement, de contrôle, de renseignement et de planification ajustable (*command, control, intelligence and adaptive planning*) doit conférer au « nouveau triptyque » toute son efficacité (60). Il fournira de l'information de « premier choix » (*exquisite intelligence*) sur les intentions et capacités de l'adversaire. Le but est de permettre aux forces militaires américaines de prendre les mesures appropriées dans la gestion des crises et d'améliorer la précision de leurs frappes ou de leurs défenses.

Quelques précisions complémentaires sont nécessaires ici. La décision tout d'abord de réaliser un « programme de défense antimissiles » et d'engager des « réductions d'armes nucléaires » sont intimement liées. Le programme BMDS doit permettre (en théorie) de détruire les missiles ennemis et diminue donc par là même les besoins quantitatifs des États-Unis en matière de forces de représailles (61). L'ensemble de ces choix se traduit par de nouveaux besoins et ouvre la voie au développement, aux essais et au déploiement de systèmes inédits d'armes conventionnelles et nucléaires. Ce dernier point correspond également à une demande : l'introduction de plus de « flexibilité » que pendant la Guerre froide, dans les forces et la planification nucléaire (62). L'objectif est de calibrer les besoins, en fonction d'une gamme très large d'ennemis dont on ne connaît pas forcément l'identité et pour des situations conflictuelles difficilement prévisibles. C'est pourquoi est suggérée la possibilité (idée contenue dans le *Report* du PNAC) (63) d'utiliser des armes nucléaires contre des objectifs résistant aux frappes conventionnelles, comme les *bunkers* souterrains ou les sites de fabrication d'armes bactériologiques (64). Une autre précision sur cette *Nuclear Review* concerne la typologie des crises (événements imprévus) et la liste des pays susceptibles de faire l'objet de frappes nucléaires de la part des États-Unis (65); elle fait apparaître deux nouveautés : l'extension, tout d'abord, de la liste des pays ennemis susceptibles de faire l'objet de frappes nucléaires et qui inclut main-

(60) Le concept qui est présent dans le rapport du PNAC et qui sous-tend la proposition (mais reste ici un « non-dit ») est celui de Révolution dans les Affaires Militaires (RMA) défendu, comme nous l'avons souligné dans une note précédente, par Andrew Marshall, le directeur de l'Office of Net Assessment du Pentagone.

(61) Le Président G.W. Bush s'est engagé à réduire le nombre d'armes nucléaires opérationnelles d'environ 2/3, ce qui signifie une baisse qui ferait passer le total de 7 500 têtes actuelles à un chiffre compris entre 1 700 et 2 200.

(62) *Nuclear Posture Review* soumise au Congrès le 31 décembre 2001, p. 7.

(63) Cf. *supra*, la note n° 62.

(64) *Nuclear Posture Review* soumise au Congrès le 31 décembre 2001, pp. 12-13.

(65) « Sizing The Nuclear Force », *Nuclear Posture Review* soumise au Congrès le 31 décembre 2001, p. 16.

tenant la RPC, l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Syrie et la Corée du Nord (la Russie demeure une cause d'inquiétude en raison de son futur incertain); l'abaissement, ensuite, du seuil d'utilisation des armes nucléaires, dans des opérations de représailles contre tout ennemi employant des armes chimiques ou biologiques, lors d'une attaque iraquienne contre l'un de ses voisins ou contre Israël, un conflit militaire à propos de Taiwan, une attaque de la Corée du Nord contre la Corée du Sud, ou simplement une réponse à des incidents militaires « *impromptus* ». La dernière précision sur la *Nuclear Review* lui est en fait extérieure : elle concerne la détermination affirmée du Président Bush d'utiliser la force de frappe des Etats-Unis de façon « *préventive* » (*act preemptively*), « *même si il y a incertitude quant au moment et à l'endroit où l'ennemi doit attaquer* » (66).

Une page est ici tournée. D'une logique défensive, l'Amérique est bien passée à une logique offensive où l'option de première frappe est devenue une réalité.

Comme nous l'avons précisé auparavant, la similitude entre les orientations suggérées par le *Report* du PNAC et les documents officiels du Pentagone et de la Présidence ne suscite aucun étonnement. Trois des signataires (Paul Wolfowitz, I. Lewis Libby et Dov Zakheim) font aujourd'hui partie des plus proches conseillers du Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. De surcroît, ils ont bénéficié sur la question des stratégies nucléaires et de la défense antimissiles des analyses d'autres collègues qui, pour certains, les ont rejoints au Pentagone, alors que ces derniers appartenaient à des *think tanks* conservateurs spécialisés sur ces questions. C'est de ces « *centrales conceptuelles* » et de leur influence (sous influence des industries de l'armement) dans la définition de la stratégie nucléaire et de défense de l'Administration Bush Jr. dont il sera maintenant question.

DES « THINK TANKS » AU-DESSOUS DE TOUT SOUPÇON

Deux *think tanks* conservateurs ont joué un rôle déterminant en matière de stratégie nucléaire et de défense antimissiles pour l'Administration de G.W. Bush. Il s'agit du National Institute for Public Policy (NIPP) et du Center for Security Policy (CSP).

La *Nuclear Posture Review* du Pentagone reprend non seulement la logique mais aussi la plupart des recommandations spécifiques contenues dans un rapport de janvier 2001 du National Institute for Public Policy (NIPP) qui s'intitule « *Rationale and Requirements for US Nuclear Forces and*

(66) G.W. BUSH, « Prevent Our Enemies From Threatening Us, Our Allies, And Our Friends With Weapons of Mass Destruction », *West Point*, New York, 1^{er} juin 2002, The National Security Strategy of The United States of America, septembre 2002, p. 15.

Arms Control » (67). Financé par la fondation conservatrice Smith Richardson, il a pour directeur de recherche un ancien membre d'un autre *think tank* conservateur Hudson Institute, qui est aussi le président de NIPP : ce dernier est connu pour avoir écrit en 1980 un article dans la revue *Foreign Policy* sous le titre « Victory is Possible », dans lequel il invitait les forces militaires américaines à concevoir des plans pour mener et gagner une guerre nucléaire (le co-signataire de cet article n'était autre que Colin S. Gray, un membre du Comité de Pilotage de NIPP, qui a participé à l'écriture du rapport de ce *think tank* sur les forces nucléaires américaines); le contenu de l'article de 1980 a servi à la formulation du rapport du NIPP et de la *Nuclear Posture Review*. Si l'ennemi ciblé a changé, en raison de la disparition de l'URSS et des nouvelles relations entre les Etats-Unis et la Russie, on ne peut que constater l'influence du propos de 1980 : la même foi dans l'utilité des armes nucléaires; l'idée également que pour avoir une dissuasion crédible, les Etats-Unis doivent concevoir des plans détaillés sur l'emploi des armes nucléaires dans une gamme de conflits aussi large que possible; la nécessité d'envisager l'emploi des forces nucléaires stratégiques de façon coercitive, afin de minimiser le côté paralysant de la dissuasion; l'idée selon laquelle, pour que la capacité nucléaire puisse appuyer les objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis, l'Amérique doit posséder la capacité à mener une guerre de façon rationnelle; l'idée, enfin, qu'une stratégie offensive américaine, couplée à la défense du territoire (*homeland defense*) doit réduire les pertes américaines en cas de conflit.

Le rapport du NIPP de janvier 2001, qui est le prolongement des thèses contenues dans l'article de 1980, ne cache pas ses choix. Dès le début, les auteurs déclarent que l'un de ses principaux objectifs est de « *contrer les propositions publiques d'abolition et de réduction des forces nucléaires* » (ils ne sont plus en phase avec Ronald Reagan qui avait promis de rendre les armes nucléaires « *impuissantes et obsolètes* » (68)). Le rapport suggère également une liste de circonstances imprévues au cours desquelles l'utilisation ou la menace d'utiliser les armes nucléaires doit être prise en considération. Cinq cas sont envisagés, dont on retrouvera des éléments importants dans la *Nuclear Posture Review* : dissuader des puissances régionales d'utiliser des moyens de destruction massive; dissuader un « *concurrent global émergent* » de déclencher une agression à l'aide d'armes de destruction massive ou une

(67) William D. HARTUNG/Jonathan REINGOLD, « About Face : The Role of The Arms Lobby in the Bush Administration's Radical Reversal of Two Decades of US Nuclear Policy », *A World Policy Institute Special Report*, mai 2002. Nous avons utilisé les travaux d'Hartung, que nous avons complétés par des recherches personnelles sur les réseaux conservateurs, pour présenter le National Institute for Public Policy (NIPP) et son influence sur la doctrine nucléaire de l'équipe Bush Jr. Mais la partie consacrée au Center for Security Policy (CSP) et à la défense antimissiles a été faite essentiellement à partir de nos propres recherches sur la question, même si Hartung l'aborde en relation avec NIPP et qu'il apporte des compléments très utiles dans d'autres publications.

(68) Cf. Ronald REAGAN, « Announcement of Strategic Defense Initiative », 23 mars 1983, sur Townhall, site Internet conservateur créé conjointement par la Heritage Foundation et *National Review*, <http://www.townhall.com/hall-of-fame/reaagan/speech/sdi.html>.

agression de grande envergure à l'aide d'armes conventionnelles; prévenir des pertes catastrophiques lors d'un conflit conventionnel; fournir des capacités de destruction très spéciales (dans le cas de cibles enfouies profondément sous terre ou de sites de développement d'armes bactériologiques); accroître l'influence des Etats-Unis dans des situations de crise. Les auteurs du rapport vont même jusqu'à fournir des exemples sur la façon dont les armes nucléaires peuvent être utilisées lors de conflits futurs. L'un d'entre eux concerne des attaques possibles sur des lanceurs irakiens de missiles Scud. Dernier point à souligner, le rapport du NIPP recommande le développement d'une nouvelle catégorie d'armes nucléaires de faible intensité (*low yield*) et à guidage de précision, qu'il sera possible d'utiliser contre des cibles particulièrement difficiles à détruire comme les installations souterraines abritant des sites de production d'armes bactériologiques. Cette proposition, qui figure dans le « Report » du PNAC (*cf. supra*), a été reprise dans la *Nuclear Posture Review* du Pentagone. L'ensemble de ces propositions, que l'on retrouve dans les trois documents (article de 1980, *NIPP Report* de 2001 et *Nuclear Posture Review* de décembre 2001) est le produit d'une vision conservatrice commune de la sécurité nationale des Etats-Unis, partagée par leurs auteurs : une vision selon laquelle la « *paix par la force* », et non « *la paix par la paperasserie* », est la seule approche possible – une vision qui dénie toute valeur aux accords internationaux sur le contrôle des armements et qui a une foi totale dans la capacité des solutions techniques et militaires (des armes nucléaires susceptibles de détruire les *bunkers* souterrains à la défense antimissiles) à réduire la vulnérabilité des Etats-Unis face aux armes de destruction massives (69).

Là encore, nulle surprise. Les auteurs appartiennent à des *thinks tanks* conservateurs et au réseau des entreprises de la défense qui entretiennent des relations très étroites. Ainsi, presque la moitié des membres du conseil de direction de *NIPP* (6 sur 13) siègent également dans l'organe de direction du Center for Security Policy (70) (*cf. infra*). Parmi les plus connus, on trouve Henry Cooper, le directeur du *think tank* High Frontier, pionnier en matière de défense antimissiles; Charles Kuppermann, *Vice-President for National Missile Defense* chez Lockheed Martin; le docteur William Graham, ancien *Science Advisor* des Présidents Reagan et Bush, membre de la première Commission Rumsfeld (71) et membre de la commission d'experts de Heritage Foundation sur la défense antimissiles; le professeur William Van Cleave, qui a présidé le Defense Transition Committee pour le Président élu Ronald Reagan en 1980 et a été l'un des membres de « *Team B* » et de CPD II (*cf. supra*); citons encore Eugene V. Rostow, *leader* de la cellule de politique internationale de la Coalition for a Democratic Majority

(69) William D. HARTUNG/Jonathan REINGOLD, *op. cit.*

(70) William D. HARTUNG/Jonathan REINGOLD, *op. cit.*

(71) *Cf.* la note sur les deux Commissions Rumsfeld.

(CDM) et l'un des deux artisans de la « résurrection » du *Committee on The Present Danger* (CP II). Précisons que Keith Payne, président et directeur de la recherche de NIPP, a été nommé en octobre 2001 *Chairman of the Pentagon's Deterrence Concepts Advisory Panel* : il a pour tâche d'aider l'Administration Bush à décider comment mettre en œuvre les recommandations formulées dans la *Nuclear Posture Review*.

Depuis sa création en 1988, le *Center for Security Policy* a été l'un des principaux promoteurs du concept de « *Paix par la Force* », s'opposant de façon systématique aux accords sur le contrôle des armements. Ses références en la matière sont d'ailleurs, ainsi que le déclare son président Frank Gaffney, le « *légendaire Comité sur le Danger présent* » (72) (*cf. supra*). Démarrant ses activités avec l'aide financière de Richard Mellon Scaife et Joseph Coors (les mêmes philanthropes conservateurs à l'origine de Heritage Foundation), le Centre a été l'un des principaux animateurs du débat sur la défense antimissiles, permettant par là même au programme de ne jamais disparaître de l'agenda politique dans les années quatre-vingt-dix, même lorsque le public ou les parlementaires estimaient qu'il n'était plus une priorité. Cette constance a d'ailleurs motivé le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld à faire à son égard, en mars 2001, le commentaire suivant : « *au fil des ans, le Center for Security Policy a permis d'entretenir un débat stimulant sur la sécurité nationale et, ce faisant, a introduit énergie, constance et patriotisme dans notre sécurité nationale* » (73). Depuis ses débuts, CSP opère comme une sorte de « comité directeur » pour le *lobby* de la défense antimissiles (74). Dans ses instances de pilotage (Advisory Council ou Board of Advisors) (75), on trouve de nombreuses personnalités de la droite républicaine comme Ed Feulner (président de Heritage), William Bennett (ancien Secrétaire de l'Education de Reagan, puis responsable de la lutte anti-drogue de Bush Sr.) et Jeane Kirkpatrick (ancien membre du cabinet de Reagan et ancien ambassadeur permanent des Etats-Unis à l'ONU), tous deux co-responsables de Empower America, un autre *think tank* conservateur, ainsi que Henry Cooper de High Frontier ou Richard N. Perle (l'ancien patron de Gaffney en tant qu'*Assistant Secretary of Defense for International Security Policy* sous Reagan), *Resident Fellow* au *think tank* conservateur American Enterprise Institute (AEI). A ce *staff* d'« anciens » de l'Administration Reagan, il convient d'ajouter trois représentants de Boeing (Robert Andrews, Stanley Ebner, Andrew Ellis) et quatre de Lockheed Martin (Brian Dailey, Douglas Graham, Charles M. Kupperman et Bruce Jackson), les entreprises les plus impliquées dans la défense antimissiles. Notons que

(72) Center for Security Policy, « Message from the President », *Annual Report*, 2001, p. 4.

(73) Donald RUMSFELD, 4 mars 2001, sur le site Internet du CSP, « About The Center For Security Policy », site Internet du CSP.

(74) William D. HARTUNG/Michelle CIARROCCA, « Star Wars II, Here we go again », 19 juin 2000.

(75) Cf. Center for Security Policy, National Security Advisory Council, octobre 2000, <http://www.security-policy.org/board.html>.

parmi les représentants de Lockheed, Charles Kupperman est un ancien *Special Assistant* du Président Reagan et trésorier du *think tank* Empower America ; quant à Bruce Jackson, vice-président de Lockheed Martin, il a été l'un des responsables du financement de la campagne de G.W. Bush (lors d'une conférence en 1999, il n'a pu s'empêcher de déclarer que si G.W. Bush était choisi lors des primaires, il serait en position d'écrire le programme républicain en matière de défense) (76). Des parlementaires républicains influents viennent compléter la liste des conseillers spéciaux de CSP comme les députés Christopher Cox et Curt Weldon, ou les sénateurs Malcolm Wallop et John Kyl, sans oublier la référence scientifique de service, en la personne du docteur Edward Teller, ancien *Senior Strategic Defense Advisor* de la Maison-Blanche et directeur « *Emeritus* » du Lawrence Livermore National Laboratory.

Le Center for Security Policy est ainsi davantage un « diffuseur d'idées » qui émanent d'autres *think tanks* comme Heritage Foundation ou High Frontier, avec lesquels il partage ses experts. Depuis ses débuts, il s'est prononcé en faveur d'une défense antimissiles globale (terre, air, mer, espace) faisant intervenir différents systèmes d'armes pour intercepter les missiles ennemis aux étapes de leur trajectoire. Il a alors utilisé toutes les techniques de communication pour diffuser cet agenda, se lançant dans ce que son directeur Frank Gaffney a appelé « *une guerre des idées sur la sécurité nationale* » (77). L'organisation adoptée par CSP pour faire passer le message est très réduite, un facteur dont les dirigeants tirent une certaine fierté. Elle lui assure, à moindres frais – en s'appuyant sur une petite équipe de permanents, sur un réseau d'expertise et un accès aux grands médias de masse – ce que ses responsables jugent être « *un bon rapport coût/performances* » (78). A ce propos, Gaffney aime citer le mot de Richard Perle, son ancien patron, lors de la première réunion des conseillers de CSP. Ce dernier, faisant référence à une campagne publicitaire de l'époque commanditée par un fabricant de pizzas-minute, déclarait, au sujet du devenir de CSP : « *ce dont nous avons besoin, c'est d'être les Domino's Pizza du business politique. Si vous n'avez pas votre analyse politique dans les trente minutes, vous êtes remboursé!* » (79). Une poignée de stagiaires suffit pour inonder les médias des analyses des permanents de CSP (moins d'une dizaine d'individus) et des commentaires à chaud, faits par les personnalités du National Security Advisory Council (une centaine), sur des décisions clefs prises par le gouvernement en matière de politique de sécurité.

(76) William D. HARTUNG/Michelle CIARROCCA, « Star Wars continued : The boondoggle that won't stop and the corporate money that keeps it going », *Multinational Monitor*, vol. 21, n° 10, octobre 2000.

(77) Center for Security Policy, « Serving the Defense & Security Policy Community », *Annual Report*, 2001, p. 6.

(78) « Mission of the Center for Security Policy », *Annual report*, 2001, p. 3.

(79) Center for Security Policy, « Message from the director », *Annual Report*, 1996, <http://security-policy.org/AR1996a.html>.

Il s'agit de communiquer le plus rapidement possible ces analyses grâce à de multiples relais dans la presse écrite, télévisée, et en utilisant au mieux les ressources de l'Internet. La diffusion est très large : les publications du Centre « sont distribuées presque quotidiennement à des milliers d'individus qui font l'opinion et prennent les décisions, que ce soit au gouvernement, dans le secteur privé ou les médias » (80); la communication fait appel aux « formules éprouvées par le Centre, d'envoi massif de fax et de courrier électronique à des milliers de dirigeants politiques et de leaders d'opinion aux États-Unis et à l'étranger » (81). Le fondateur du Centre, Frank Gaffney, est, comme cela a été précisé plus haut, un ancien protégé de Richard Perle : Les deux hommes ont eu l'occasion de travailler ensemble dans l'Administration Reagan, où Perle était *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy* et Gaffney, *Deputy Assistant Secretary of Defense for Nuclear Forces and Arms Control Policy*. Avec leur patron de l'époque, le Secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, ils ont été des *supporters* inconditionnels du « bouclier antimissiles ». En 1988, Gaffney a toutefois décidé de quitter le Pentagone après s'être opposé à la décision de l'Administration Reagan de s'engager dans des accords de réduction d'armes nucléaires comme le *Intermediate Nuclear Forces* (INF) et le *Strategic Arms Reduction Treaty* (START). Il alors créé CSP, autour d'une mission et de ses corollaires : « tout entier consacré à la philosophie, qui a fait ses preuves, de promouvoir la paix internationale grâce à la puissance américaine » (82), CSP entend parvenir à cet objectif en « stimulant et enrichissant les débats politiques nationaux et internationaux, tout particulièrement ceux qui, dans les domaines de la défense, de l'économie, de la finance et de la technologie concernent la sécurité des États-Unis » (83). Parmi ses réussites notables, le Centre s'enorgueillit d'avoir été, en 1999, à l'origine du rejet, par le Sénat américain, d'un traité important (le *Comprehensive Test Ban Treaty*) (84).

Si la fin du second mandat Reagan ainsi que la période de l'Administration Bush Sr. n'ont pas réservé d'accueil favorable aux thèses de CSP, l'Administration de G.W. Bush Jr. en a fait une partie importante de sa doc-

(80) Center for Security Policy, *Annual Report*, 2001, p. 7.

(81) Center for Security Policy, sur le site Internet <http://www.centerforsecuritypolicy.org/institutes/wjci.shtml> Les résultats semblent être à la mesure des moyens déployés. Sur l'année 2000-2001, les membres du Centre et de son National Security Advisory Council affirment avoir publié plus d'une centaine d'articles et d'essais dans des quotidiens et des magazines aux États-Unis et à l'étranger et avoir été cités plus de trois cents fois dans des supports nationaux de référence comme *New York Times*, *Washington Post*, *Washington Times*, *USA Today*, *Los Angeles Times*, *Financial Times*, *Wall Street Journal*, *The Economist*, *Commentary*, *Time*, *Fox News* et *CNN*.

Quant à la rubrique hebdomadaire que Gaffney écrit dans le *Washington Times*, elle est diffusée sur Internet par l'intermédiaire de plusieurs portails : *WorldNetDaily.com*, *JewishWorldReview.com*, *CNSNews.com*, *Townhall.com* et *Insightmag.com*.

(82) Center for Security Policy, « Mission of the Center for Security Policy : To promote world peace through American strength », *Annual Report*, 2001, p. 3.

(83) Center for Security Policy, « Mission of the Center for Security Policy : To promote world peace through American strength », *Annual Report*, 2001, p. 3.

(84) Center for Security Policy, « Our contribution to the first Senate rejection of a major Arms Control Treaty », *Annual Report*, 2001.

trine de sécurité. Il faut dire que l'actuel vice-Président des Etats-Unis, Richard Cheney, a été l'un des membres de la première heure de l'instance de pilotage de CSP (*Advisory Board*) (85). Quant à l'actuel Secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, il a, en tant que donateur individuel, apporté une contribution financière à l'existence de CSP (86) et reçu en 1988 une distinction du Centre, le *Keeper of The Flame Award*, pour avoir présidé (alors qu'il faisait partie d'Empower America, un autre *think tank* conservateur) (87) aux destinées d'une commission parlementaire d'enquête dont les conclusions ont permis de justifier la nécessité d'une défense antimissiles (88). Avec l'élection de George Bush, CSP est passé de la situation de groupe de pression à celui de contributeur direct à l'élaboration des politiques publiques. En effet, au moins vingt-deux participants à ses instances de pilotage (*Advisory Board*) ont intégré l'équipe Bush Jr. Parmi les plus connus on trouve Douglas Feith, devenu *Undersecretary of Defense for Policy*; J. D. Crouch, *Assistant Secretary of Defense for International Security Policy*, responsable de la mise en forme de la *Nuclear Posture Review* de la nouvelle Administration Bush (et de sa présentation à la presse le 9 janvier 2002) (89); Richard Perle, *Chairman of the Defense Policy Board*; James Roche, *Secretary of the Air Force* (ancien vice-président de la firme Northrop Grumman) et William Schneider, *Chairman of the Defense Science Board*. Le résultat de cette fusion s'est traduit par l'adoption, au cours des dix-huit premiers mois de la présidence Bush, de l'intégralité des mesures sur la défense antimissiles préconisée par Gaffney et tous les membres de CSP,

(85) « Message from the President », *Annual Report*, 2001.

(86) Cf. Center for Security Policy, « Sources of Support », *Annual Report*, 1996.

(87) Cf. « Introduction of Donald Rumsfeld, Recipient of the Center for Security Policy 1998 'Keeper of the Flame' Award by Sen. Thad Cochran », 7 octobre 1998, sur le site Internet <http://www.security-policy.org/flame1998intro.html>, et « EA board member Donald Rumsfeld testifies on the need for a national missile defense », sur le site Internet <http://www.empoweramerica.org/ea/servlet/dispatcher>. Décrit par le *New York Times* comme « un lieu de rassemblement pour l'élite conservatrice », Empower America a fait campagne pour les réductions d'impôts, la défense spatiale et les coupons scolaires (*school vouchers*). Quatre personnes sont à l'origine du *think tank* : Jack Kemp, ancien *Secretary of Housing and Urban Development*, qui s'est présenté en 1996 comme le vice-Président potentiel du candidat républicain malheureux à la présidence Bob Dole (dont Rumsfeld a tenté de ressusciter la fin de campagne en promettant des réductions massives d'impôts et une posture militaire plus ferme pour les États-Unis); Jeane Kirkpatrick, ancien membre du Conseil National de Sécurité et du Cabinet de Ronald Reagan, Représentant permanent aux Nations Unies, également *Senior Fellow* au *think tank* conservateur American Enterprise Institute; William J. Bennett, ancien Secrétaire à l'Éducation du Président Reagan, puis chargé de la lutte anti-drogue – en tant que *Distinguished Fellow* à la Heritage Foundation, il a vu ses travaux largement subventionnés par ce *think tank*; Vin Weber, ancien parlementaire républicain et ancien *Senior Fellow* attaché à la Progress and Freedom Foundation financée par la Fondation Bradley.

(88) Comme le déclare Frank Gaffney sur le site officiel de CSP : « Richard Cheney, l'un des membres de la première heure du Conseil supérieur de CSP (Board of Advisors) est aujourd'hui vice-Président des États-Unis. En outre, le Président Bush a nommé Donald Rumsfeld, l'un de nos anciens lauréats du Prix du Gardien de la Flamme, au poste de Secrétaire à la Défense. Et le Secrétaire Rumsfeld, comme ses collègues au gouvernement, ont invité un nombre très important de membres de CSP à occuper des postes de premier plan dans l'Administration Bush. Avec le retour de personnalités aussi qualifiées dans la nouvelle équipe présidentielle, CSP se tient prêt à jouer un nouveau rôle et, espérons-le, un rôle encore plus influent, dans les années qui viennent », in Center for Security Policy, « Message from the President », *Annual Report*, 2001.

(89) Cf. « Special Briefing on The Nuclear Posture Review », *DoD News Briefing*, J.D Crouch, ASD ISP, mercredi 9 janvier 2002.

ainsi que par des *think tanks* « parents » (High Frontier, Heritage Foundation...).

CONCLUSION

Dans un ouvrage paru en 1984, John S. Saloma avertissait les Américains de la présence d'une nouvelle force majeure sur l'échiquier politique des Etats-Unis. Il prédisait que si cette force n'était pas contrée, le « *nouveau labyrinthe conservateur allait faire basculer le centre politique du pays vers la droite* » (90). Aujourd'hui, ce labyrinthe est plus important, plus sophistiqué, et, comme nous avons pu le voir dans le domaine de la défense, plus puissant qu'il ne l'a jamais été. Les réseaux conservateurs contrôlent le Pentagone et ont réussi à imposer leurs choix en matière de stratégie de défense et de sécurité nationale.

Ce résultat n'est pas le fruit du hasard. Il est le produit de stratégies organisées à partir des années soixante, mais surtout au cours de la décennie suivante, par des composantes du monde politique et du monde des affaires décidées à se lancer dans une véritable « *guerre des idées* ». Rejetant socialisme et communisme, jugés par eux incompatibles avec les valeurs fondatrices des grandes religions (judaïsme et christianisme) et celles du capitalisme, ils se sont attaqués de façon structurée et systématique à ce qu'ils identifiaient comme étant les véhicules privilégiés de ces « fléaux ». A l'intérieur, ils ont porté ainsi l'offensive contre l'Etat laïque et le « libéralisme » (politiques de gauche) issu du New Deal de F.D. Roosevelt et de l'« Etat Providence béveridgien ». A l'extérieur, ils se sont engagés en faveur d'une politique active d'endiguement et de refoulement (*rollback*) des puissances communistes, fondée sur une suprématie technologique et militaire des Etats-Unis et la volonté (jamais abandonnée) d'imposer une « *paix américaine* », si nécessaire « *par la force* ». Comptant dans leurs rangs des personnalités issues de la communauté du renseignement, de la haute administration, du Congrès, de l'exécutif, de l'armée, des milieux religieux, de la recherche et du monde des affaires, les conservateurs – dont les effectifs transcendaient les formations politiques traditionnelles – se sont dotés des moyens nécessaires pour transformer leurs idées en politiques publiques. Soutenues par des individus fortunés et de très grandes entreprises, une quinzaine de fondations privées ont financé ainsi les activités des hommes, associations et institutions qui œuvraient à la réalisation de ces objectifs. L'ensemble est progressivement devenu une véritable nébuleuse, rendue d'autant plus difficile à appréhender que ses éléments (organisations et hommes) sont reliés

(90) John S. SALOMA, *Omnious Politics : the New Conservative Labyrinth*, Hill and Wang, New York, 1984, cité in Sally COVINGTON, « How Conservative Philanthropies and Think Tanks Transform US Policy », *Covert Action Quarterly*, hiver 1998.

par de multiples liens croisés (*cf.* le cas de la sécurité et de la défense que nous avons analysé).

Dans le domaine de la nouvelle doctrine stratégique, les résultats de ces « grandes manœuvres » ont produit des effets concrets qui soulèvent un certain nombre de questions. Le discours officiel américain s'est enrichi d'un nouveau vocabulaire où l'« *antiterrorisme* », la chasse aux « *Etats bandits* » et la lutte contre l'« *axe du mal* » remplacent l'« *anticommunisme* » comme « *dangers présents* ». S'il est vrai que le 11 septembre est passé par là, ces concepts et leur déclinaison opérationnelle, sous la forme d'une gamme assez large de réponses à des « *contingences* » énoncées (*cf. supra*), permettent à l'équipe Bush Jr. de déclarer sans complexes que l'Amérique doit affirmer son « *hégémonie globale* » et se tenir prête à accroître sa suprématie dans tous les domaines. Pour ce faire, un effort exceptionnel a été annoncé au niveau des moyens matériels nécessaires à la réalisation de ces objectifs : il se traduit par une augmentation significative des crédits militaires consacrés à la défense. Le tout est justifié par la nécessité de doter le pays d'une panoplie complète d'armes et d'équipements militaires *high tech*, censés lui permettre d'affronter toutes les formes de menaces (internes et externes) lors de crises ou de conflits souvent difficiles, voire impossibles à prévoir.

Plusieurs interrogations surgissent alors : dans le nouveau discours sur la sécurité nationale, quels sont les éléments qui relèvent vraiment d'une évaluation objective de la menace et de la façon de la traiter ? Quels sont ceux qui relèvent d'une idéologie guerrière ? Quels sont ceux qui relèvent de l'intérêt d'industries qui voient dans la multiplication des formes de « *contingences* » une source inaltérable de profits ? La présence massive de représentants des plus grandes entreprises de la défense au Pentagone (91) et comme soutiens financiers des « boîtes à idées » qui ont écrit la nouvelle doctrine de sécurité, interpelle l'observateur. L'Etat américain est-il au service de ces entreprises (un rêve ancien de l'économie conservatrice pour toutes les

(91) L'un des problèmes posés par l'Administration Bush Jr. est que des responsables appartenant aux plus grosses industries de défense ont été recrutés par le Pentagone pour déterminer des choix (équipements, budgets) en rapport direct avec les activités de leurs anciens employeurs. Gordon England, ancien président de General Dynamics Aircraft Division, puis de GD Land Systems Division, a été nommé au poste de *Navy Secretary*; James J. Roche (ancien capitaine Navy), ancien *Corporate Vice-Pdt* et *General Manager* de Northrop Grumman, a été nommé *Air Force Secretary*. Peter Teets, ancien *Chief Operating Officer* de Lockheed Martin, est aujourd'hui *Under Secretary of the Air Force*. De plus, le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld a formé un *Senior Executive Council* de sept membres qui a autorité sur les grands programmes et leurs budgets. Cependant, six d'entre eux ont été des dirigeants, cadres supérieurs ou ont travaillé comme consultants pour les industries de la défense : il s'agit du *Deputy Secretary of Defense* Paul Wolfowitz, du *Pentagon Comptroller* Dov Zakheim, de James Roche, Gordon England, Thomas White, du *Pentagon Acquisition Chief* Pete Aldridge. Pour justifier les nominations, le porte-parole du Département de la Défense (le contre-amiral Craig Quigley) a déclaré que Donald Rumsfeld ne faisait que sélectionner les personnes les plus qualifiées. Des critiques lui ont fait remarquer qu'il aurait pu trouver des *managers* de haut niveau qui n'appartenaient pas au secteur de la défense ; d'autres ont précisé qu'il aurait pu regarder du côté des grandes institutions de recherche pour trouver des experts capables de superviser le choix de technologies qui prêtent à controverse (particulièrement dans le domaine de la défense antimissiles). Dernier point soulevé : les firmes de la défense ont très mauvaise réputation en matière de contrôle des coûts, respect des objectifs et des délais (là encore la défense antimissiles est une source inépuisable d'illustrations). *Cf.* Patrick J. SLOYAN, « Defense Execs get top posts », *Newsday*, Washington Bureau, 31 mai 2001.

entreprises)? Leur intérêt est-il devenu l'intérêt national de sécurité des Etats-Unis? Peut-on parler d'une « privatisation effective du Pentagone » et si la réponse est « oui », celle-ci est-elle une garantie de sécurité pour l'Amérique et le reste du monde? S'il y a « privatisation » du secteur de la défense, est-elle la face la plus visible d'une « privatisation » plus vaste de l'Etat américain et l'illustration d'une « démocratie confisquée » face à laquelle les verrous de contrôle, les contre-pouvoirs et les citoyens libres sont démunis et impuissants?